
Chapitre I – Les premiers établissements : l'Empire britannique et la société coloniale (1607-1763)

La rencontre entre l'Europe et l'Amérique a attendu bien longtemps alors qu'à peine un mois de navigation les séparait l'une de l'autre. Cette rencontre à sens unique, puisqu'elle s'est faite seulement d'est en ouest, est devenue une découverte dans l'imaginaire collectif alors qu'il s'est plus justement agi de conquête.

L'ère des expéditions de « découverte » (avant 1607)

La « découverte », d'aucuns diront l'invasion par les Européens d'un « Nouveau Monde », se situe aux alentours de l'an 1000 avec les expéditions des Vikings et notamment le débarquement de Leif Ericson, fils d'Éric le Rouge, à Vinland, « la Terre des vignes » (Terre-Neuve) mais ce n'est guère avant la fin du XV^e siècle que l'Europe va tirer parti et profit d'un monde dont la richesse la fascine.

La découverte relève d'une méprise et n'est que le fruit accidentel du hasard puisque l'intention était d'inventer une voie maritime (l'hypothétique « mer de l'Ouest ») vers les Indes et l'Extrême-Orient, Cathay (la Chine) et Cipangai (le Japon) susceptible de conduire à un véritable Eldorado. 1492 vit donc Christophe Colomb (Cristoforo Colombo), un Italien au service de l'Espagne d'Isabelle la Catholique, atteindre les Antilles. Le 14 octobre 1492, il aborda à l'île de Guanahani (plus tard San Salvador), puis à Hispaniola (Saint-Domingue). Ses deux autres voyages, en 1493 et 1498, le menèrent encore aux

Antilles puis au nord de l'Amérique du Sud. Colomb a sans doute permis à l'Espagne de constituer un puissant empire mais, contrairement à ce qui deviendra un élément légendaire dans le mythe d'origine de l'Amérique, il n'a pas véritablement découvert le continent nord-américain. Il a ouvert la voie aux autres.

La première moitié du XVI^e siècle voit de très nombreuses expéditions en quête de nouvelles terres mais il est difficile de prévoir alors qui dominera des Portugais, des Espagnols, des Français puis des Anglais qui vont devenir rivaux sur les côtes du continent américain. On remarquera au passage que les Italiens qui sont d'excellents marins furent au service de souverains étrangers. Dans cette course fabuleuse en quête de richesses, les puissances maritimes d'Europe occidentale se livrent à une course à handicap dans laquelle les Anglais partent presque les derniers.

L'exploration de l'Atlantique (mais dans le sens opposé au continent américain) sourit aux Portugais qui, à l'initiative du prince Henri le Navigateur (1394-1460), s'engagent dès 1420 dans une série d'expéditions le long du littoral occidental de l'Afrique, atteignent la *Gold Coast* (le Ghana actuel) en 1471 avant que Bartolomeu Dias ne franchisse le cap de Bonne-Espérance en 1487 et que Vasco de Gama n'arrive en Inde en 1498. Les Portugais qui maîtrisent assez mal vents et courants se hasardent rarement au grand large et ils ne sont pas prêts à s'aventurer sur la « mer Océane ».

Les Espagnols n'ont pas de prétentions sur le nord du continent malgré quelques explorations sans véritable lendemain, celle de Juan Ponce de Léon en Floride (qui désignait alors tout le sud-est des États-Unis actuels) en 1513, suivie en 1521 par la tentative vouée à l'échec devant l'hostilité des indigènes de fonder un établissement (probablement dans la baie de Tampa) ou bien encore celle de Hernando de Soto qui découvre la Savannah, l'Alabama, le Mississippi et l'Arkansas entre 1539 et 1543.

Les Français, sous le règne de François I^{er}, envoient le navigateur florentin Giovanni Verrazano vers le Nouveau Monde (nommé Amérique en souvenir d'Amerigo Vespucci, lui aussi d'origine florentine) qui découvre en 1524 la baie de New York baptisée Nouvelle-Angoulême. Verrazano décide d'éviter l'actuel Cap Fear en Caroline du Nord qu'il croit occupé par les Espagnols et remonte plus au nord pour découvrir la rivière Hudson, longer l'actuelle Nouvelle-Angleterre avant d'atteindre, tout au nord, l'Arcadie/Acadie devenue par la suite la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. La seconde

expédition, au printemps 1528, conduit l'explorateur vers la Caroline où il est tué et dévoré par les cannibales. Verrazano aura eu le mérite de prouver la continuité de la côte atlantique de la Floride à l'Acadie et de baliser la future Nouvelle-France.

La présence française est également assurée par les expéditions de Jacques Cartier ; la première, en 1534, conduit l'explorateur malouin à Terre-Neuve (les côtes de Terre-Neuve désignaient alors toutes les côtes atlantiques allant du nord de l'île de Terre-Neuve jusqu'à l'île du Cap-Breton) et à l'embouchure du Saint-Laurent, régions assidûment fréquentées pour la pêche à la morue et la traite des fourrures avec les Indiens ; le second voyage, en 1535-1536, lui permet de remonter le Saint-Laurent jusqu'à Stadaconé (village iroquoien situé sur l'emplacement actuel de la ville de Québec) et près de l'embouchure d'une rivière qu'il nomme Sainte-Croix (aujourd'hui rivière Saint-Charles) puis d'aller jusqu'à Hochelaga, le site du futur Montréal. En 1541-1542, la troisième expédition de Jean-François de la Roque de Roberval (Cartier n'en fut pas le premier responsable) se transforma en mission de colonisation mais ce fut l'échec de l'établissement français en raison du scorbut et des Iroquois.

Il faut attendre 1562 pour qu'une expédition jusqu'au nord de la Floride ne soit conduite par Jean Ribaut puis par René de Laudonnière en 1564, qui avaient reçu l'appui de Gaspard de Coligny, l'amiral de France protestant, pour tenter d'y établir un refuge pour ses coreligionnaires en cas de persécution. L'établissement de Ribaut sera détruit en 1565 par l'envoyé de Philippe II, Pedro Menendez de Aviles, qui fonda à Saint-Augustine la ville la plus ancienne des États-Unis.

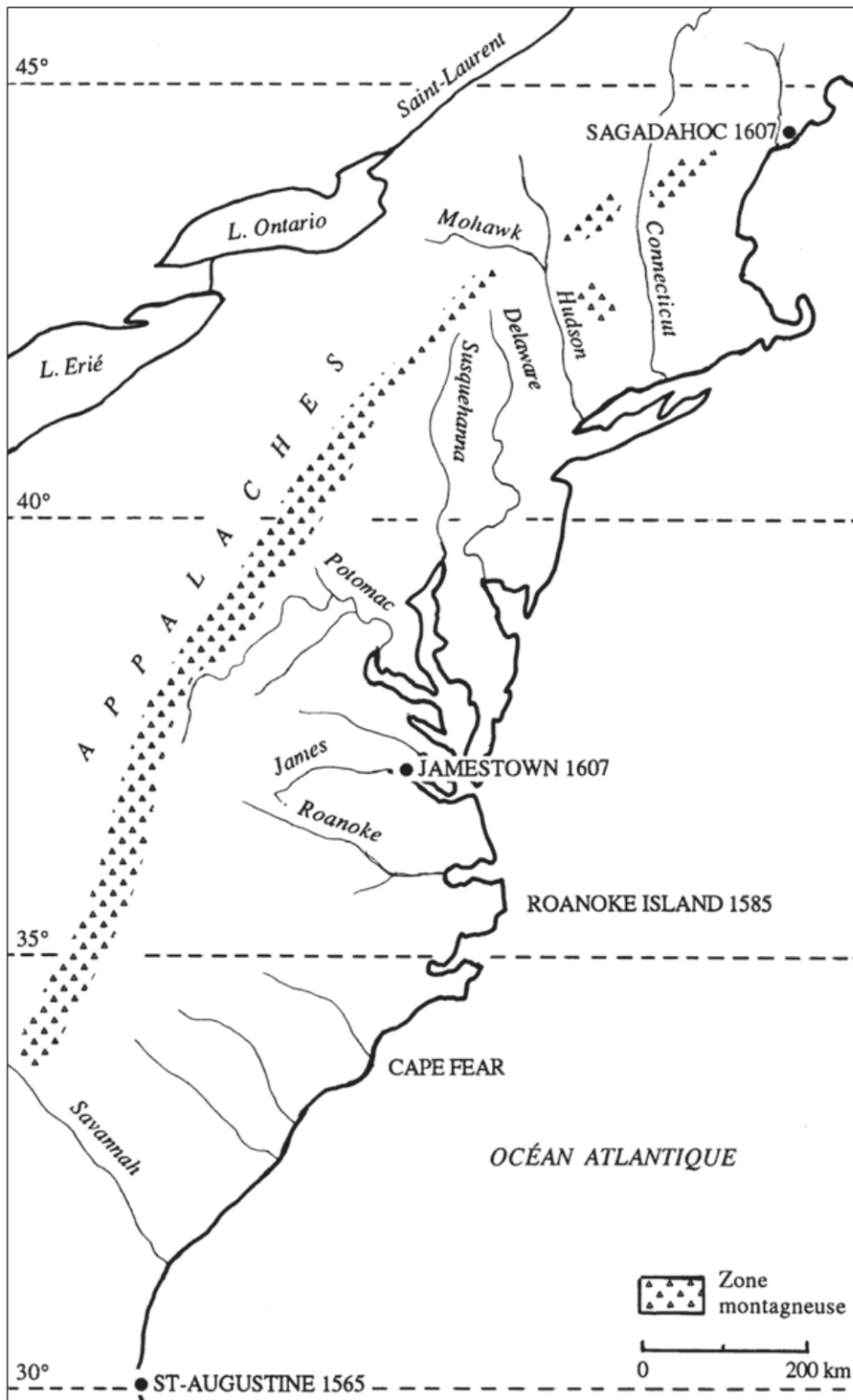
Mais il n'y a toujours pas d'Anglais dans cette partie du monde à l'exception de l'incursion du Génois de Bristol, John Cabot (Giovanni Caboto) qui, avec une patente d'Henri VII d'Angleterre, avait navigué vers Terre-Neuve et avait reconnu le golfe du Saint-Laurent en 1497.

Le retard des Anglais est causé par des problèmes internes d'ordre essentiellement politiques et religieux tels que la Réforme, les affaires d'Europe, la rivalité avec l'Espagne mais aussi des difficultés d'ordre démographique et économique à savoir le surpeuplement, la pauvreté et l'emploi.

Ce n'est qu'au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle que s'apaisent les rivalités religieuses et que peuvent s'affirmer les ambitions anglaises de type colonial avec l'arrivée sur le trône d'Elisabeth I^{re} (1558-1603). Les récits de Jean Ribaut et de ses compagnons,

en dépit de l'échec de la colonie, réveillent les ambitions coloniales anglaises. La reine Tudor et son secrétaire d'État Sir Francis Walsingham permettent à l'Angleterre de devenir une véritable puissance maritime dont la suprématie est consacrée par la victoire de Sir Francis Drake sur l'Invincible Armada de Philippe II en 1588. Ce même Francis Drake serait allé jusqu'aux côtes de l'actuelle Colombie britannique, lors de la première circumnavigation anglaise de 1577 à 1580. Dès 1576, grâce à la création de la Compagnie de Cathay, Martin Frobisher part à la recherche du passage du Nord-Ouest et découvre la terre de Baffin et la baie de Frobisher. Le rêve d'établir un empire motive le plan de Sir Humphrey Gilbert qui affirme en 1576 (notamment dans *A Discourse of a Discoverie for a New Passage to Cataia*) son désir d'établir une colonie en Amérique pour lutter contre l'Espagne ; après l'échec d'une première expédition en 1578, il parvient jusqu'à Terre-Neuve en 1583, au terme d'une seconde dont il ne reviendra pas. La succession est alors assurée par le demi-frère de Gilbert, Sir Walter Raleigh (1554-1618), qui fut le premier à formuler les fondements de la future puissance anglaise et illustra l'intérêt nouveau des classes dirigeantes pour les entreprises de colonisation en établissant la puissance nationale sur le commerce, la puissance commerciale sur la maîtrise des mers et la puissance navale sur le commerce. Raleigh réussit à obtenir une nouvelle charte en 1584 et après avoir longé la côte au sud de la baie de Chesapeake, il découvre la Virginie ainsi baptisée en l'honneur d'Elisabeth la Vierge. Une autre expédition dirigée par Richard Granville permet, en 1585, la découverte de l'île de Roanoke au large de la Caroline du Nord mais la tentative d'établir une colonie échoue (voir carte 1). Il faut attendre 1587 pour que l'aquarelliste John White prenne un nouveau départ pour Roanoke où sa fille donnera naissance à Virginia Dare, le premier sujet de sa Majesté britannique à voir le jour sur le sol américain. Il est clair que désormais l'objectif des missions est plus colonisateur qu'exploratoire et que l'idée est d'établir des colonies de peuplement susceptibles d'être des comptoirs de commerce.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le contexte nouveau d'un véritable projet de colonisation admirablement résumé dans les écrits de Richard Hakluyt (1533-1616) qui est à l'origine de toute une tradition de littérature promotionnelle. Les deux textes, de 1584 et de 1589, *Discourse Concerning Western Planting* suivi de *The Principall Navigations, Voiages, Traffiques, and Discoveries of the English Nation*, fournissent tous les arguments qui vont permettre à cette propagande en faveur



Carte 1. — L'Amérique du Nord en 1607

de l'Amérique d'attirer des colons et d'informer la future idéologie impériale britannique. L'établissement en Amérique doit pouvoir résoudre les problèmes économiques de l'Angleterre et satisfaire les ambitions nationales autant que le désir individuel de s'enrichir. Ainsi est créé le rêve d'une Amérique opulente, véritable terre d'abondance. Au slogan *land scarce and labour plenty* qui caractérisait l'Angleterre correspond alors la formule *land plenty and labour scarce* qui allait désigner la société coloniale.

À la fin du XVI^e siècle, malgré plusieurs tentatives de colonisation et la présence quasi continue des chasseurs de baleine et des pêcheurs de morue, aucun établissement européen n'avait réussi à survivre en Amérique, au nord du Mexique. On a cependant inventorié des sources de richesse inattendues et le territoire a commencé à être balisé et donc à être sérieusement délimité par les puissances européennes rivales. On retiendra que toutes ces explorations demeuraient des aventures hasardeuses et plusieurs facteurs retardèrent l'installation permanente d'établissements humains : l'hostilité des indigènes, les conditions climatiques des lieux d'accueil souvent insalubres, la nécessité de trouver des financements très onéreux pour commanditer les expéditions, l'absence de motivation et surtout de formation des équipages.

La première phase de la colonisation (1607-1660)

Si le XVI^e siècle est l'ère des explorations, le XVII^e siècle est celui de la colonisation. En effet, la colonisation anglaise de l'Amérique du Nord ne commença vraiment que sous Jacques I^{er} (1603-1625) et se poursuivra sous Charles I^{er} (1625-1649). En l'espace d'une quarantaine d'années, les Anglais fondent ainsi la plupart des treize colonies qui vont marquer le début d'un véritable empire américain.

Les raisons de la réussite anglaise

Un certain nombre d'éléments permettent d'expliquer la réussite anglaise. Dans le contexte immédiat de la signature de la paix avec l'Espagne en 1604 qui lui permet de pouvoir investir désormais davan-

tage de ressources économiques et humaines dans l'aventure coloniale, l'Angleterre fait face à des conditions socio-économiques qui ne peuvent qu'inciter ses habitants à quitter le royaume et à participer activement à l'essor maritime et colonial.

L'augmentation de la population, tout d'abord, joue dans un sens positif. La croissance démographique est forte entre 1540 et 1640. De moins de trois millions d'habitants au début du XVI^e siècle, la population passe à près de quatre millions et demi vers 1579 pour atteindre cinq millions quatre cent mille en 1688, selon les estimations de Gregory King. Même si à cette époque-là l'Angleterre ne comprend qu'à peine plus du quart de la population française, son accroissement démographique commence à être indiscutable car l'Angleterre connaît moins que la France les oscillations violentes et les pointes de surmortalité.

Les bouleversements de structures dans le monde agraire font évoluer l'Angleterre de l'*open field* aux réformes des *enclosures*. Ce vaste et profond mouvement de remembrement qui permet aux grands domaines de s'étendre aux dépens de la propriété paysanne non par expropriation des paysans mais par achat des terres paysannes, a pour effet de modifier la hiérarchie du monde rural et, s'il enrichit les uns, il conduit au chômage certains *tenant farmers*, *yeomen* ou petits propriétaires qui ont perdu leurs terres.

Les conflits religieux sont aussi à la base de départs vers l'Amérique. Malgré les apaisements apportés par Elisabeth I^{re} soucieuse sinon de respecter la diversité du moins de préserver le compromis, les Puritains considèrent qu'il y a encore trop de catholiques romains dans l'Église anglicane et certains *dissenters* puritains songent à s'établir ailleurs.

Les règnes successifs des Tudors puis surtout des Stuarts sont caractérisés par le développement de la richesse. Là où la France de Louis XIV (1643-1715) ou du « tragique XVII^e siècle » d'après 1630 traverse une longue période de stagnation et même de déclin voire d'effondrement, l'image traditionnelle de la pauvreté anglaise cède la place à celle de la prospérité nouvelle. Bien sûr, misère et sous-emploi ont été réels et l'Angleterre a traversé des périodes difficiles (les années 1920 ou la guerre civile), mais rien n'est comparable à la dépression prolongée qui affecte la France après 1630. Les inégalités subsistent au niveau de la répartition des richesses et des conditions sociales mais l'esprit d'entreprise permet un réel décollage économique.

La colonisation anglaise se distingue en effet très vite de celle des autres puissances européennes. La tradition des droits individuels et de la mobilité sociale, établie sans doute en Angleterre plus tôt qu'ailleurs en Europe, crée un esprit d'entreprise individuel qui conduit à la modernisation. On a souvent répété aussi que le développement de la Réforme anglaise depuis Henri VIII avait généré un individualisme spirituel et un sens des responsabilités protestants qui, alliés à l'esprit d'entreprise des classes marchandes, avaient favorisé la réussite économique. Sans vouloir minimiser les différences de structures sociales et de mentalités entre l'Angleterre et le reste de l'Europe ou ces dispositions favorables à l'esprit d'entreprise qui caractériseraient les Anglais de façon originale, il convient d'expliquer le succès en privilégiant avant tout l'explication économique.

En tout cas, à la différence de ses nations rivales, l'Angleterre s'engage pauvre dans l'expérience coloniale mais à ces éléments négatifs qui contraignent au départ, s'en ajoutent d'autres plus positifs. Démarrée sous Elisabeth, l'anglicisation de l'Irlande à la population nombreuse et à l'agriculture développée offre un modèle pour la colonisation anglaise en Amérique.

Mais le véritable atout réside dans le changement de mentalité qui s'opère avec la prise de conscience que la richesse ne provient pas uniquement des métaux précieux. Les rêves de richesses fabuleuses et de profits immédiats longtemps symbolisés, par exemple, par les prises lucratives des boucaniers se dissipent. Très vite, les Anglais vont s'adapter aux conditions du milieu américain qui n'offre pas, dans sa partie nord, les mêmes ressources qu'aux Espagnols dans la partie sud et le développement de l'agriculture va s'imposer dans les esprits comme étant un des soutiens essentiels à la colonisation. L'importance du tabac, du coton, du sucre, du café voire du poisson prend alors un relief aussi déterminant qu'inattendu. Selon la formule d'Andrews, l'histoire de la colonisation se résume excellemment par les trois mots : *gold, trade and tillage* (l'or, le commerce et le labourage).

Les conditions d'établissement en Virginie dès 1607

L'aventure de la colonisation démarre sous Jacques I^{er} et le nouveau règne Stuart ouvre une nouvelle ère d'espoir quant aux possibilités d'exploitation commerciale.

De nouveaux voyages sont entrepris dont l'expédition de Sir George Weymouth au large de la côte de Nantucket et du Maine en 1605. Sans doute la rivalité avec la France qui avait envoyé Samuel de Champlain en 1603 pour explorer le Saint-Laurent avait-elle stimulé les énergies. Champlain fonde Port-Royal en Acadie dès 1604 avant de fonder Québec en 1608. Fin 1605, des marchands demandent à la Couronne une charte pour leur permettre de s'établir en Amérique et, le 10 avril 1606, le souverain accorde une charte à la Compagnie de Virginie, deux sociétés commerciales rivales en fait, l'une établie à Londres, l'autre à Plymouth, avec pour mission de fonder deux colonies. Grâce à une concession territoriale sur une profondeur de 100 *miles* (160 km), celle de Londres peut opérer entre le 34^e et le 41^e parallèle, celle de Plymouth entre le 38^e et le 45^e parallèle, à condition de laisser entre les deux une distance de cent *miles* pour remédier au risque de recouvrement. La charte royale donnait aux deux compagnies dirigées par un conseil de 14 personnes nommées par le roi, « les terres, les bois, le sol, les ports, les rivières, les minerais, les marécages, les eaux, les pêches, les biens meubles ou immeubles ». Elle accordait la possibilité de frapper monnaie sans toutefois autoriser le commerce avec des puissances étrangères. Les colons et leur descendance étaient en outre assurés de jouir des libertés des Anglais et, en particulier, du droit de posséder et de transmettre des biens. La possession et la jouissance des terres étaient donc formellement garanties moyennant le reversement au roi d'un droit annuel, le socage.

La compagnie la plus éphémère fut celle de Plymouth qui envoie 120 hommes qui débarquent en mai 1607, au cœur du Maine, à l'embouchure de la Sagadahoc mais les colons ne survivent pas ou repartent et la compagnie cédera ses droits plus tard (en 1619) à une autre compagnie, le Conseil de Nouvelle-Angleterre, sous l'impulsion de Sir Ferdinando Gorges. Fin décembre 1606, la branche de Londres, en revanche, confie au commandant Christopher Newport une expédition de 144 personnes (des hommes uniquement) qui, à bord du *Susan Constant*, du *Godspeed* et du *Discovery* et au terme d'un voyage de quatre mois, atteignent la baie de Chesapeake le 26 avril 1607. Les 105 survivants remontent une rivière qu'ils nomment la James River en l'honneur du roi et ils fondent, le 24 mai 1607, le premier établissement anglais permanent d'Amérique du Nord sur une péninsule marécageuse baptisée *Jamestown*. L'environnement n'est guère hospitalier et, au bout de la première année, 32 hommes seulement ont réussi à survivre à la famine, à l'hostilité des indigènes et à la malaria.

Mais l'une des difficultés majeures du groupe réside dans son organisation. La présidence du conseil mal assurée par Edward Wingfield conduit à des dissensions graves qui ne pourront être dominées que par le capitaine John Smith. Grâce à son leadership fort, Smith prend la situation en main et, bénéficiant des conseils des indigènes, impose aux colons de cultiver le maïs (*Indian corn*). Au terme du premier hiver, la trentaine de survivants se voit renforcée par un nouveau contingent qui arrive au printemps et à l'automne 1608 mais, en raison de son autorité excessive, Smith est contraint de quitter la colonie en octobre 1609. Peu avant son départ, les relations avec les indigènes de Powhatan se détériorent et la sévérité de l'hiver 1609-1610 ne laisse finalement que peu de survivants en juin 1610. Pour la plupart, les colons ne sont ni préparés ni formés aux techniques aratoires.

Face à cette situation difficile et attribuant aux clauses de la charte de 1606 les principales raisons du demi-échec de l'implantation, la Couronne essaie une nouvelle formule. Une deuxième charte en mai 1609 étendit le territoire et supprima le conseil royal pour le remplacer par un conseil élu annuellement par les actionnaires de la société commerciale auquel elle délègue le pouvoir de légiférer et d'édicter ses règles. Le nouveau conseil est dirigé par un gouverneur qui a les pleins pouvoirs y compris celui de recourir à la loi martiale. Cette nouvelle phase, inaugurée par un nouveau gouverneur, Lord De La Warr, qui arrive en 1610, accompagné de 300 colons, verra se succéder plusieurs gouverneurs (Thomas Gates d'août 1611 au début 1614, puis Sir Thomas Dale de 1614 à avril 1616) qui agissent en maîtres absolus mais furent impuissants à surmonter les problèmes. Une troisième charte, en mars 1612, donne plus d'importance à la Compagnie et accroît ses pouvoirs. Mais, en 1616, la colonie comprend 324 personnes contre 450 en 1611. Il devient dès lors évident que l'établissement ne sera possible qu'à la condition de sacrifier le projet collectif au bénéfice d'intérêts plus individuels et donc plus motivants.

Le seul élément encourageant fut l'introduction du tabac par John Rolfe en 1612. Les diverses tentatives pour planter du tabac finissent par réussir. L'espèce cultivée a d'abord été la *Nicotiana rustica* d'origine mexicaine, supplantée ensuite par la *Nicotiana tabacum*, sans doute venue de l'intérieur du Brésil. Si le maïs permet la survie alimentaire, le tabac s'annonce comme très prometteur au niveau de sa valeur commerciale et d'ailleurs les premières exportations vers l'Angleterre commencent en 1614 (2 600 livres) et ne cesseront de se développer

par la suite (20 000 livres en 1617). Les relations avec les indigènes semblent devoir s'apaiser et on a souvent monté en épingle le mariage de Rolfe, en avril 1614, avec Pocahontas, la fille du roi Powhatan. Cette première alliance officielle avec une indigène prit valeur de symbole mais sans régler pour autant le problème des rapports avec les Indiens.

Un nouveau système, celui du *Virginia head-right* ou supplément par tête est mis en place en 1618. Il consiste à accorder aux propriétaires un supplément de 50 acres (40 ares) par personne « transportée » de statut servile. La première pièce de terre est ainsi donnée à John Martin et, d'avril à décembre 1618, la Virginie passe de 400 à 1 000 habitants. C'est d'ailleurs à partir de 1619 que les premiers esclaves noirs sont introduits en terre américaine. L'ensemble de ces facteurs va permettre la constitution des futures grandes plantations caractéristiques du Sud.

Les colons pourront jouir de toutes les libertés, franchises et immunités et seront désormais gouvernés comme en métropole et pourront élire des représentants (au nombre de 22, soit 2 par établissement humain ou par plantation) au sein de la Chambre des Bourgeois (*council of burgesses*). La première assemblée élective est ainsi réunie par le gouverneur George Yeardley en juillet 1619. Le document autorisant la réunion de cette assemblée a été perdu mais l'ordonnance de 1621 (24 juillet) en est une reproduction sans doute fidèle et c'est la raison pour laquelle on a coutume de dire que les statuts de cette colonie ne sont vraiment définis qu'en 1621. La Virginie s'est ainsi donné un modèle de gouvernement représentatif qui jette les premières bases de la démocratie américaine. L'Assemblée législative fut puissante jusqu'à la Restauration des Stuarts en 1660 où elle dut se soumettre au gouverneur royal.

Tout semble devoir se mettre en place : la colonisation doit réussir sous la direction d'entrepreneurs privés qui cherchent un profit individuel sans exclure pour autant la poursuite de l'intérêt national. Individualisme et modernité vont aller de pair dans un contexte de liberté. Et la décision prise par la Couronne en décembre 1619 d'arrêter la plantation du tabac en Angleterre donne un coup de fouet sérieux à la production virginienne. La colonie d'exploitation se donne aussi pour but d'être une colonie de peuplement. À ce niveau-là, la réussite est moins spectaculaire et, malgré les efforts faits pour faire venir davantage de « jeunes filles » qui devaient être données en mariage aux colons, l'implantation demeure précaire. Trop de colons sont

inadaptés pour vivre dans le bois ou arrivent à la mauvaise saison et n'ont pas le temps de s'acclimater ou n'ont tout simplement pas une constitution physique assez forte pour résister. Un quart seulement des 4 000 personnes transportées entre 1618 et 1622 survivent.

D'autre part, la mort du roi Powhatan et de Pocahontas vient déstabiliser la cohabitation entre indigènes et Européens. Les Indiens ne tolèrent plus les Anglais dont ils ont compris que l'installation se voulait définitive et une attaque surprise, le 22 mars 1622, fait 350 morts sans compter les destructions importantes dans la plupart des plantations. La riposte ne tarde pas et les colons exercent des représailles à l'encontre des indigènes mais, après une trêve de courte durée, les hostilités reprendront (guerre de 1644-1646).

Le raid meurtrier de 1622 signe, en réalité, l'arrêt de mort de la compagnie de Virginie qui est dissoute en mai 1624, suite à l'enquête ordonnée en avril 1623 par le Conseil privé sur l'état de la colonie. À compter de 1624, la Virginie change de statut en devenant colonie royale avec un gouverneur. Les années 1630 et 1640 verront l'arrivée d'une deuxième génération, celle des grandes familles de Virginie, *yeomen* ou membres de la *gentry*, les Washington, les Carter, les Harrison, les Lee, les Beverley, les Cary, les Mason, les Randolph ou les Byrd. La guerre civile eut pour conséquence l'exode des Cavaliers à partir de 1642 (et surtout de 1649), qui dura jusqu'à la Restauration en 1660.

Pour conclure provisoirement, on peut dire que les tentatives coloniales sont donc, au début, des échecs économiques au moins jusqu'en 1630 et, d'abord conçue comme un comptoir, la Virginie sera une colonie de peuplement. L'entreprise réussira mieux avec cet apport de Cavaliers qui appartenaient aux classes aisées et qui contribuèrent à gérer de grandes exploitations. En 1670, la Virginie compte un peu plus de 35 000 habitants. Le facteur religieux a relativement peu joué dans la première colonie anglaise d'Amérique à côté du facteur commercial et les plantations de tabac vont assurer la base de l'essor commercial anglais. Sur le plan des institutions, la Virginie peut légitimement s'enorgueillir d'avoir mis en place la première assemblée législative qui servira de modèle à l'Amérique tout entière. Mais le mode de gestion et d'organisation jette aussi les bases des contradictions futures d'une démocratie fondée sur la représentation des uns et sur l'exploitation ou l'exclusion des autres.

**Les établissements en Nouvelle-Angleterre
et la première colonie puritaine à partir de 1620**

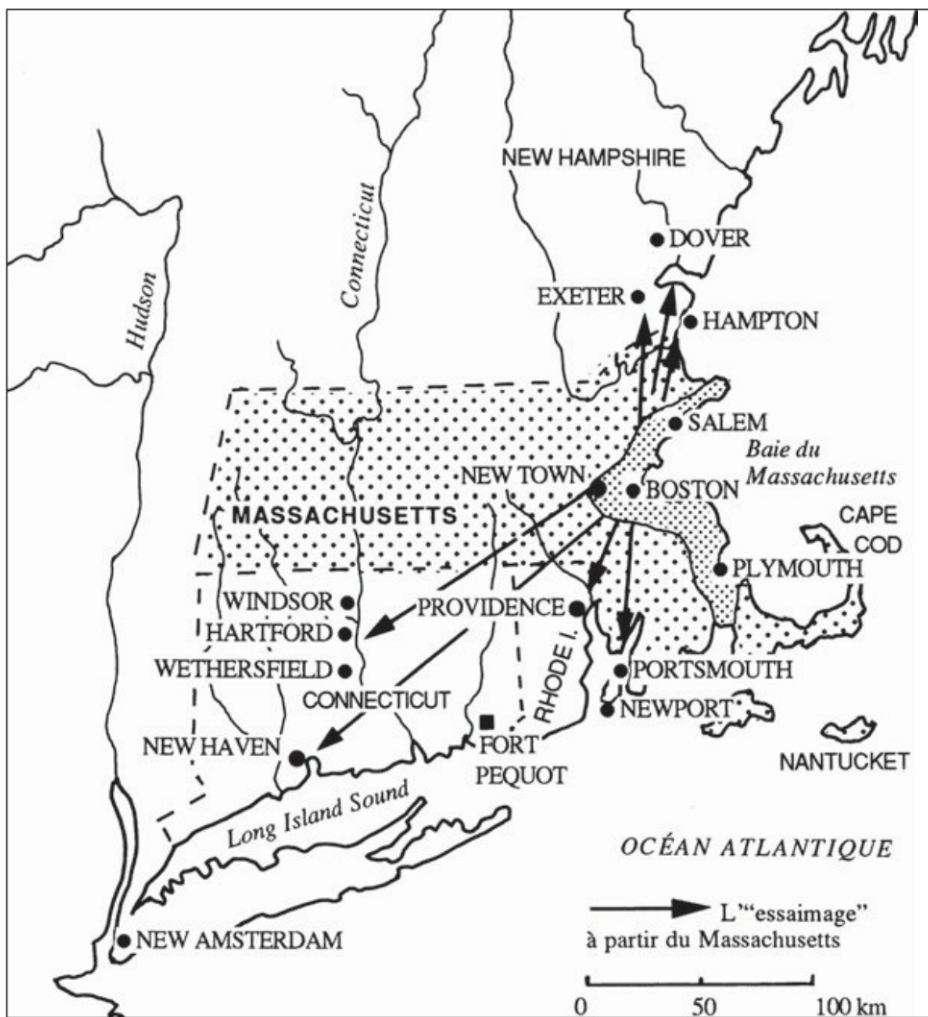
Il faut attendre l'immigration massive des puritains pour réussir la mise en valeur de la Nouvelle-Angleterre. On se souvient de l'échec de l'établissement à Sagadahoc en 1607 et, partant, de la Compagnie de Plymouth. Le projet de Sir Ferdinando Gorges, l'un des actionnaires de la compagnie, qui veut donner suite à son rêve de faire fortune, consiste à fonder en 1619 le Conseil de Nouvelle-Angleterre composé de quarante personnes choisies et non plus élues et à répondre à la demande des *Pilgrim Fathers* (pères pèlerins).

L'histoire de ces puritains commence en fait en Angleterre à Scrooby, petit village du Nottinghamshire, patrie de William Brewster (1560 ?-1644), et à Gainsborough dans le Lincolnshire, lieu où le pasteur John Robinson (1576 ?-1625) exerça son ministère. Les puritains peuvent être définis comme les radicaux du protestantisme anglais après qu'Elisabeth eut organisé l'Église anglicane par les Actes de suprématie et d'uniformité de 1559 et par les Trente-Neuf Articles de 1563. Le compromis de l'anglicanisme ne va pas assez loin à leurs yeux et à partir de 1560-1561 ils se réfèrent au presbytérianisme de John Knox en Écosse. Dès lors, le puritanisme se diversifie et recouvre des courants très variés : les uns sont fidèles au système écossais, d'autres au sein de l'Église établie voudraient plus de calvinisme. En 1580, Robert Browne rompt avec l'anglicanisme et fonde la première Église congrégationaliste qui élit ses pasteurs et abolit la hiérarchie. Pleins d'espoir en 1603 de voir Jacques I^{er} monter sur le trône qui avait régné sur l'Écosse calviniste et presbytérienne, un certain nombre révélèrent leur déception face au conformisme traditionnel du roi qui n'avait pas retenu les demandes de la Pétition millénaire et la Conférence d'Hampton Court en 1604 constitua un véritable tournant en marquant le début d'un courant séparatiste minoritaire mais fort. Les espoirs frustrés de ne pas voir progresser une nouvelle avancée de la Réforme suscitèrent le désir de quitter l'Angleterre. Et tandis qu'il commençait d'être inquiété, le groupe de puritains militants dirigés par William Brewster décida de se réfugier à Leyde en Hollande où régnait la tolérance. D'autres « séparatistes » qui désespéraient de pouvoir purifier de l'intérieur une Église dangereusement tentée par les dérives de l'arminianisme (la doctrine de Jacob Arminzsoon, dit Arminius, venue de Hollande, qui est une forme de protestantisme moins rigoureux et moins austère qui a tendance à nier la prédestina-

tion et à attacher de l'importance aux rites catholiques) ou de l'épiscopalisme (en faveur d'un pouvoir accru des évêques et partisan de plus de pompe et de faste dans les cérémonies) partirent pour la Hollande dès 1606. C'est à Leyde que ces groupes se réunirent sous le ministère de John Robinsonet, devant la crainte d'une invasion des Provinces-Unies par les Espagnols, décidèrent de solliciter une patente royale pour s'installer en Amérique.

Bien que la Virginie fût anglicane, ils acceptèrent l'offre que leur fit Thomas Weston, au début de 1620, au nom des marchands-aventuriers de la Compagnie de Virginie qui n'avait encore pris légalement les statuts du Conseil de Nouvelle-Angleterre. Aux termes d'un contrat de sept ans, les pèlerins s'engagent à cultiver la terre, à pêcher et à construire des maisons mais ils ont aussi un intérêt dans l'entreprise puisqu'ils partageront les bénéfices avec la Compagnie. Deux navires, le *Mayflower* et le *Speedwell*, sont censés les transporter mais le second faisant eau, seul le *Mayflower* prend le départ, le 16 septembre 1620, pour un voyage de deux mois, avec à son bord 102 personnes dont femmes et enfants. Le groupe de passagers est fort hétérogène car un tiers seulement est composé des puritains de Leyde et certains agents de la compagnie manifestent déjà avant d'arriver une cupidité inquiétante. On peut légitimement redouter ce que sera le gouvernement de la future colonie mais le miracle se produit puisque le *Mayflower* offre un exceptionnel huis clos qui permet la rédaction du célèbre *Mayflower compact*, premier contrat social écrit fondant une société libre et ratifié par 41 signatures le 21 novembre 1620. La réalité devient vite mythe et on a tôt fait de voir dans ce document l'origine de la démocratie même s'il s'agit, en vérité, du souci de quelques-uns de garder tout le pouvoir entre leurs mains. Les conditions de l'arrivée en Amérique ne sont pas très claires : il semble qu'après avoir aperçu le cap de la morue (*Cape Cod*) à la mi-novembre, les pèlerins aient décidé de voguer plus au sud vers la Virginie mais, en fin de compte, pour des raisons mal élucidées, ils débarquèrent à New Plymouth le 25 décembre 1620 (voir carte 2).

Le scénario de la Virginie se reproduit en ce sens que plus de la moitié des passagers ne survivent pas au premier hiver. Mais la différence fondamentale est que les survivants sont animés d'une résolution et d'une ferveur religieuses qui leur font accepter leur sort. Tous ces sentiments admirables furent heureusement confortés par une bonne récolte l'été suivant qu'ils célébrèrent dignement, comme il se doit, à *Thanksgiving*.



Carte 2. — Les premiers établissements au début du XVII^e siècle

Grâce à la colonie de Plymouth dont l'aventure a été relatée de façon émouvante par son gouverneur William Bradford (voir *History of Plymouth Plantation, 1606-1646*) et qui constitue le noyau primitif essentiel de la première colonie puritaine, la vocation de la Nouvelle-Angleterre va être désormais d'accueillir d'autres puritains. Le climat politique et religieux en Angleterre renforce la forte émigration puritaine ; si, au tout début, seuls les départs des grands théologiens (Nathaniel Ward, John Cotton, Thomas Hooker) ont des raisons strictement religieuses, à partir des années 1630 le mouvement s'amplifie. C'est l'époque de la Grande Migration puritaine qui voit en dix ans 20 000 colons peupler la Nouvelle-Angleterre. Dès 1625, l'accession de Charles I^{er} qui est favorable à l'arminianisme et qui a épousé une catholique mais surtout la nomination de Laud en 1629 à l'évêché de Londres puis en 1633 à l'archevêché de Cantorbéry, constituent une menace réelle pour les dissidents plus que jamais victimes de persécutions religieuses.

En 1628, dans l'impossibilité de réaliser leur projet qui est de purifier l'Angleterre de ses péchés, des puritains se portent acquéreurs d'actions du Conseil de la Nouvelle-Angleterre (qui devient la Compagnie de la baie du Massachusetts en 1629) et s'établissent au nord de Plymouth, dans la Baie du Massachusetts qui devient le refuge privilégié des puritains. Le 4 mars 1629, la charte de la compagnie est devenue la constitution de la colonie. C'est aussi en 1629 que Charles I^{er} dissout le Parlement dominé par les puritains. Le gouverneur John Winthrop (1588-1649) arrive alors, à bord de l'*Arabella*, à Salem (fondée un peu plus tôt par John Endicott) en juin 1630, accompagné de 900 colons ; il a le ferme désir et l'ambition exemplaire d'établir cette fameuse cité sur la colline (*a shining city on the hill*) ainsi que le sentiment très fort de la destinée qui va caractériser l'Amérique. Son choix se porte sur Shawmut, c'est-à-dire Boston. D'autres colons s'installent dans la région et huit villes sont ainsi fondées comme Mishawum (Charlestown), Mystic (Medford), Dorchester, Watertown ou Roxbury. Boston devient rapidement un très grand port et le cœur d'une très grande activité commerciale mais aussi intellectuelle dont la création de *Harvard College* en 1636 est l'un des reflets. Le flux migratoire est si important qu'en 1660 la colonie du Massachusetts a 20 000 habitants mais, à l'inverse de la Virginie, la colonisation de ces établissements a des causes plus religieuses qu'économiques. Des communautés entières se regroupent et reforment les villages anglais d'origine.

Le système politique est aussi très particulier : John Winthrop commence par établir une théocratie, c'est-à-dire un État ecclésiastique dirigé par une véritable oligarchie, le droit de vote étant réservé aux membres de l'Église congrégationaliste, mais une révolte des colons éclata à Watertown en 1632 qui conduisit à établir la deuxième assemblée législative du pays en 1634. Le Massachusetts fut une république puritaine pendant un demi-siècle et devint une colonie royale en 1691.

Le Massachusetts va essaimer en donnant naissance à son tour à de nouvelles colonies (voir carte 2). La première est le Connecticut dont le noyau central est Hartford. Elle doit sa fondation à William Goodwin arrivé en 1632 à Newtown (l'actuelle ville de Cambridge dans le Massachusetts) et rejoint par Samuel Stone et Thomas Hooker. Le pasteur Hooker (1586-1647), formé en Angleterre à Cambridge, est plus libéral que John Cotton immédiatement choisi après son arrivée en 1633 comme théologien par la Première Église de Boston ; la rivalité des deux hommes est exacerbée par la trop grande proximité et explique la réimplantation des communautés de Newton, de Watertown et de Dorchester à Hartford, Wethersfield et Windsor en octobre 1635. La fondation de Quinnipiac (New Haven) en 1636 est due au Révérend John Davenport (1597-1670), ami de John Cotton, qui vient d'Angleterre, escorté de quelques amis dont le marchand londonien Theophilus Eaton. Le Connecticut compte, dès 1636, 800 habitants et affirme d'emblée son indépendance et son goût pour la démocratie. Le Connecticut n'a pas de charte commerciale mais il s'illustre dans le domaine politique, en janvier 1639, lorsque les colons jouissant des droits politiques (*freemen*) rédigèrent les Ordres Fondamentaux du Connecticut (*Fundamental Orders of Connecticut*) qui constituèrent la première constitution écrite américaine, la première du monde occidental. Cette colonie dirigée par un gouverneur, un corps de conseillers et une Chambre Basse élue obtint de Charles II une charte très libérale en 1662 et le privilège de se gouverner elle-même.

Les persécutions religieuses n'excluent pas que leurs victimes se laissent aller à des rivalités personnelles et, si les désaccords religieux provoquent en Angleterre la création d'une nouvelle secte, en Amérique, ils entraînent celle d'une nouvelle colonie. L'orthodoxie doit être défendue et c'est ainsi que les puritains contraignent le pasteur de Salem, Roger Williams (1603-1683), à s'exiler en 1635 à cause de ses idées avancées ; adversaire farouche de la théocratie dont il dénonçait le côté tyrannique, ce dernier fonda ainsi, en 1636, avec des

colons du Massachusetts une nouvelle colonie baptiste à Seekonk (Providence) dans le Rhode Island qui devait s'illustrer par son climat de tolérance religieuse et son respect des groupes amérindiens. Cette même colonie accueillit un autre chef religieux, en 1638, Anne Hutchinson (1591-1643) qui fut bannie de Boston où elle était arrivée avec sa famille en 1634. Son adhésion à l'antinomianisme (une croyance qui insiste sur une forme extrême de prédestination) lui fait remettre en cause l'action même des pasteurs puisque les élus ont la grâce et n'ont pas besoin de l'obtenir par les œuvres ou par la sanctification. Assez ironiquement, Anne Hutchinson sera assassinée par les Amérindiens en 1643. La ville de Portsmouth est créée en 1638 par Anne Hutchinson et William Coddington, un ami de Roger Williams ; ce même Coddington fonde ensuite Newport en 1639 avant que Samuel Gorton n'établisse Warwick en 1643.

Les quatre villes de Providence, Portsmouth, Newport et Warwick se regroupèrent sous l'autorité de Roger Williams. Une charte de 1644 fit en tout cas de cette colonie une autre petite république au sein de l'empire britannique qui réussit à demeurer la communauté la plus libre qui fût, et ce, jusqu'à la Révolution en instituant une séparation totale entre l'Église et l'État. Le Rhode Island demeura un peu à l'écart des événements et du développement colonial.

Toujours avant 1640 furent également constitués les établissements du New Hampshire ou du Maine qui sont unis plus ou moins étroitement au Massachusetts. On attribue généralement la fondation du New Hampshire à John Mason dès 1635, tandis que l'antinomien John Wheelwright qui n'est autre que le beau-frère d'Anne Hutchinson, établit Exeter en 1638. Le New Hampshire passera sous la coupe du Massachusetts en 1643 (tout comme le Maine en 1652) avant de redevenir une colonie royale distincte en 1680. Le Maine demeurera partie intégrale du Massachusetts jusqu'en 1820, tandis que les querelles de frontières du New Hampshire avec le Massachusetts et la colonie de New York se régleront à l'avantage du New Hampshire en 1764, puisque ce sera la seule partie de la Nouvelle-Angleterre qui échappera à l'administration des puritains.

D'une façon générale, la Nouvelle-Angleterre autour des noyaux primitifs de Plymouth et de la baie du Massachusetts bénéficia de la forte émigration puritaine et de son apport intellectuel. Outre cultivateurs et marchands, elle accueillit toute une classe de médecins, d'avocats, d'instituteurs, de pasteurs qui lui permit de jouer un rôle prééminent dans la vie intellectuelle et culturelle de l'Amérique. La

Confédération de Nouvelle-Angleterre regroupant le Massachusetts, New Haven, Plymouth et le Connecticut fut créée en mai 1643.

**Le Maryland : un refuge pour les catholiques
et la première « colonie propriétaire »**

Il eût été possible de suivre les références géographiques et de voir dans le Maryland une autre colonie du sud malgré sa proximité des colonies intermédiaires ou moyennes (*middle colonies*) mais il a paru préférable de s'en tenir à la période de sa fondation (qui est la même que pour les colonies précédentes) et surtout aux motivations qui ont présidé à son établissement et, en l'occurrence, au paramètre religieux.

En effet, une autre forme d'exclusion religieuse va frapper les catholiques qui ont à souffrir des décisions de Jacques I^{er} après le Complot des Poudres fomenté en 1605 par Guy Fawkes et quelques complices catholiques. En juin 1632, comme s'il avait voulu se débarrasser de sa présence indésirable, le roi Charles I^{er} accorde une charte au catholique Cecilus Calvert, deuxième lord Baltimore (1605-1675), qui lui permet de fonder la colonie du Maryland en 1634. Il s'agit d'une colonie propriétaire, la première du genre en Amérique. Calvert reprend le rêve de son père d'en faire le refuge des catholiques mais il n'y parvient pas vraiment car la colonie est également habitée par des protestants, des anglicans et surtout des dissidents. Le résultat positif fut que la colonie devint le refuge de la liberté religieuse. En outre la prospérité économique et commerciale fut assurée grâce à la production de tabac et un climat de paix régna grâce à une absence de conflits avec les indigènes. Au plan politique enfin, Lord Baltimore qui avait les convictions absolutistes des Stuarts fut d'abord opposé à l'idée d'un pouvoir législatif qu'il dut finalement admettre en 1635 en réunissant la Chambre des délégués. Les Calvert finirent par perdre leur prérogative en 1692 et la colonie devint royale jusqu'en 1715.

Les fondations par acquisition ou conquête après la Révolution et la Restauration de 1660***Deux colonies intermédiaires : le Delaware et le New Jersey***

L'histoire du Delaware et celle du New Jersey sont liées au destin de la Pennsylvanie en raison du duc d'York, frère de Charles II, mais elles peuvent aussi s'y rattacher dans leur rôle vis-à-vis de la communauté quaker.

Bien qu'installés très tôt sur le continent et notamment dans Manhattan et ses environs, les Hollandais ne se limitent pas à la vallée de l'Hudson ; dès 1638, ces derniers manifestent un intérêt pour la région de la Delaware où ils sont en rivalité avec les Suédois. La colonie suédoise qui a construit les premières maisons en rondins et qui a introduit très tôt l'Église luthérienne en Amérique sera finalement annexée en 1655 à la Nouvelle-Hollande après la prise de Fort Casimir. Les Hollandais de la Nouvelle Amsterdam ont donc réussi à absorber la Nouvelle-Suède qui devient le Delaware avant que ces derniers ne finissent par être absorbés à leur tour par les Anglais en 1664 ; le duc d'York cède ensuite la province, en 1682, à W. Penn alors que le territoire ne lui appartient même pas !

Le New Jersey (New Caesarea) fut également cédé par le duc d'York à deux de ses favoris en 1664, Sir William Berkeley et George Carteret. Cette colonie fut divisée en deux en 1676 et une partie fut donnée aux Quakers.

La colonie de New York devenue anglaise par voie de conquête

L'absorption de régions étrangères situées dans les zones intermédiaires du continent trouve sa meilleure illustration avec le cas de New York.

L'Anglais Henry Hudson avait été chargé par les Hollandais d'explorer la rivière qui porte son nom en 1609 et un petit comptoir voit le jour en 1613 à Manhattan. L'année suivante voit la fondation de Fort Nassau près d'Albany mais le développement de la province de la Nouvelle-Hollande (*New Netherlands*), fondée en 1624, est lent

outre qu'elle comprend des voisins devenus gênants pour les colons du Connecticut. En 1626, Peter Minuit, gouverneur de cette colonie, achète l'île de Manhattan aux Indiens pour le compte de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales et l'appelle *Nieuw Amsterdam*. Les Anglais souhaitent s'emparer de cette enclave étrangère au cœur de l'Amérique anglaise. C'est chose faite à l'été 1664 : la Nouvelle Amsterdam est prise par les troupes anglaises, malgré la résistance symbolique de son gouverneur Peter Stuyvesant, et devient New York après que le roi Charles II eut fait don de l'ensemble de ce territoire à son frère, le duc d'York. En 1685, à l'avènement de ce dernier sur le trône d'Angleterre sous le nom de Jacques II, New York devient colonie royale.

L'extension dans le Sud : les deux Carolines

Très tôt explorée par les Espagnols puis par Sir Walter Raleigh qui y installa les premiers colons entre 1584 et 1587, la région de la Caroline, tout comme le New Jersey, est fondée après 1660 selon le principe de la concession à des Propriétaires. Charles II (1630-1685) offrit en effet les Carolines à huit de ses courtisans dont Anthony Ashley Cooper, Lord Shaftesbury pour les services rendus au roi à la Restauration. Si la concession date de 1663-1665, le premier établissement permanent est celui de Charleston en Caroline du Sud qui date de 1670. Nostalgique des structures féodales, Shaftesbury essaye de transplanter avec plus ou moins de bonheur les structures sociales et politiques anglaises dans les *Constitutions fondamentales* des Carolines. Le régime des Propriétaires prend fin en 1719 et la séparation de la colonie en deux (Caroline du Nord et Caroline du Sud) intervient en 1730. Cet établissement du sud demeurera longtemps un avant-poste un peu isolé et toujours menacé par la présence des Espagnols en Floride.

La Pennsylvanie, la colonie des quakers

La dernière colonie située dans la région centrale présente bien sûr l'intérêt d'avoir été fondée après la Révolution et la Restauration des Stuarts en 1660 sous le régime propriétaire. Elle présente surtout un caractère religieux qui lui confère une spécificité tout à fait originale.

Selon le principe de la donation de territoires, la Pennsylvanie fut concédée, en 1681, comme propriété personnelle au quaker William Penn (1644-1718) par Charles II qui voulut dédommager Penn d'une dette contractée envers son père, l'Amiral qui avait conquis la Jamaïque. Les quakers représentaient le courant le plus radical du puritanisme. Guidés par la lumière intérieure et l'inspiration personnelle que donne l'Écriture, les membres de la Société des Amis refusent pasteurs, sacrements et toutes les formes institutionnelles. En 1682, Penn fonde la capitale, Philadelphie, qui est certainement la ville la plus prospère et la plus active de l'Amérique coloniale. Il promet de maintenir la tolérance religieuse dans « la cité de l'amour fraternel ». La seule difficulté est d'ordre politique car les quakers sont vite enfermés dans leurs contradictions. Le refus de porter des armes interdit-il de se défendre ? Comment peut-on exercer le pouvoir si on refuse de prêter serment ? Penn finit par convoquer une assemblée élue en 1682 qui vota une constitution ou Grande Charte finalement accordée en 1701.

***La dernière colonie
ou la création des fondateurs-philanthropes***

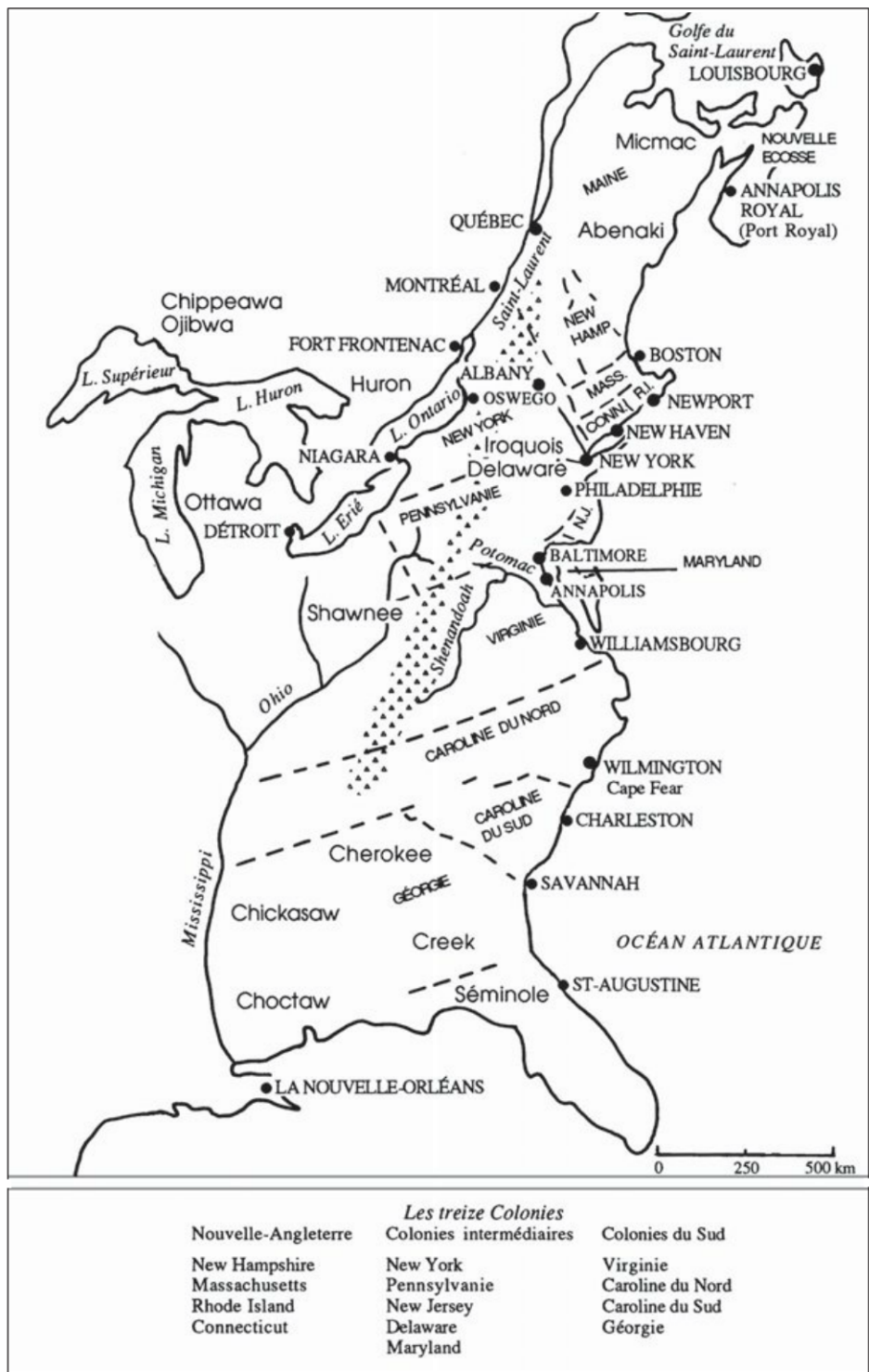
La Géorgie enfin est fondée la dernière en 1732 grâce à une charte de colonisation qu'obtient de George II (1727-1760), pour une durée de vingt et un ans, le général James Oglethorpe (1696-1785). Membre de la Chambre des Communes, bouleversé par le sort des prisonniers pour dettes, il conçoit le projet de favoriser la réinsertion de ces débiteurs en les regroupant dans une colonie américaine. La publicité qui est faite sur les richesses de la région située entre la Savannah et l'Altamaha, sur le charme de son climat et sur la fertilité de son sol, lui donne l'attrait d'une véritable terre promise. On peut également concevoir l'intérêt que peut présenter la Géorgie en raison de sa situation d'État tampon face à la Floride espagnole et à la Louisiane française constituant un remarquable avant-poste dans le développement de l'empire. Gouverneur dès 1733, Oglethorpe fonde alors Savannah et se propose d'accueillir pauvres et exclus. Cet homme d'action aux buts clairs et précis est de la veine des fondateurs philanthropes et se vante de « faire œuvre de charité et d'humanité » en voulant soulager ceux qui souffrent sous le poids d'une grande misère « due à la maladresse et au chômage ». Mais la générosité ressortit parfois au pater-

nalisme et les colons de Géorgie seront finalement victimes de cet altruisme car la colonie est gouvernée de Londres et les administrateurs conçoivent leurs plans trop loin du lieu de l'expérience. L'originalité de la Géorgie, dans le contexte colonial, est bien que les hommes qui financent l'entreprise puissent prétendre être désintéressés, ils ont aussi le tort de décider de loin. Leur politique terrienne est inadéquate en voulant imposer des parcelles certes égales mais stériles et pas assez vastes pour être rentables. L'entêtement à vouloir produire de la soie donne des résultats inégaux pour ne pas dire décevants. Le refus systématique de faire appel à une main-d'œuvre servile noire devra être levé en 1750. La sélection des colons est telle que finalement une dizaine seulement de prisonniers pour dettes auront été admis car on veut bien aider les plus malheureux mais à condition qu'ils soient aussi les plus vertueux et les plus travailleurs. En fin de compte les colons ont été déçus par de fausses promesses et les fondateurs ont été victimes de leur propre propagande. On peut songer aux effets du traité que signa probablement Oglethorpe lui-même, *A New and Accurate Account of the Provinces of South Carolina and Georgia*. Un mélange d'anarchie et de tyrannie avait finalement compromis les meilleures intentions du monde et les administrateurs de la colonie rendirent leur charte à la Couronne avant même l'expiration du contrat et la Géorgie devint ainsi colonie royale en 1752. Beaucoup de colons abandonnèrent la Géorgie et s'installèrent dans les Carolines, ce qui explique que la Géorgie se trouve être la moins prospère et la moins peuplée de toutes les colonies américaines au moment de la Révolution.

Ainsi vient d'être complété l'ensemble des 13 colonies qui constituent l'Amérique anglaise (voir carte 3) mais forment surtout une société coloniale aux caractéristiques propres.

La société coloniale

Le XVII^e siècle a donc permis l'édification du premier empire colonial anglais. Les colonies anglaises forment une bande continue le long de la côte orientale de l'Amérique du Nord et, malgré les difficultés du départ, une économie prospère va s'installer peu à peu. Si la formule des comptoirs prévaut en Afrique occidentale ou aux Indes, la formule américaine est celle de colonies de peuplement.



Carte 3. — Les treize colonies de l'Amérique anglaise en 1760

L'essor démographique

La démographie joue un rôle essentiel dans l'expansion économique des colonies. Elle va aussi donner à l'Amérique l'un de ses traits originaux qui n'a pas manqué d'entraîner toutes sortes de commentaires depuis les premières considérations des amateurs démographes du XVII^e siècle tels que Sir William Petty (1623-1687) dans ses *Essais d'arithmétique économique* (1680) ou dans son *Anatomie politique* (1691) jusqu'aux craintes, au siècle suivant, de Benjamin Franklin aux États-Unis ou de Thomas Malthus en Angleterre. Quelle que soit la force de conviction des réactions viscérales teintées de biais idéologiques personnels, les estimations de population n'ont rien ni de très systématique ni de très scientifique puisque le premier véritable recensement officiel ne date que de 1790. Autant dire que pendant deux siècles on doit faire confiance à des chiffres fragmentaires et approximatifs mais qui donnent cependant une idée satisfaisante des grandes tendances.

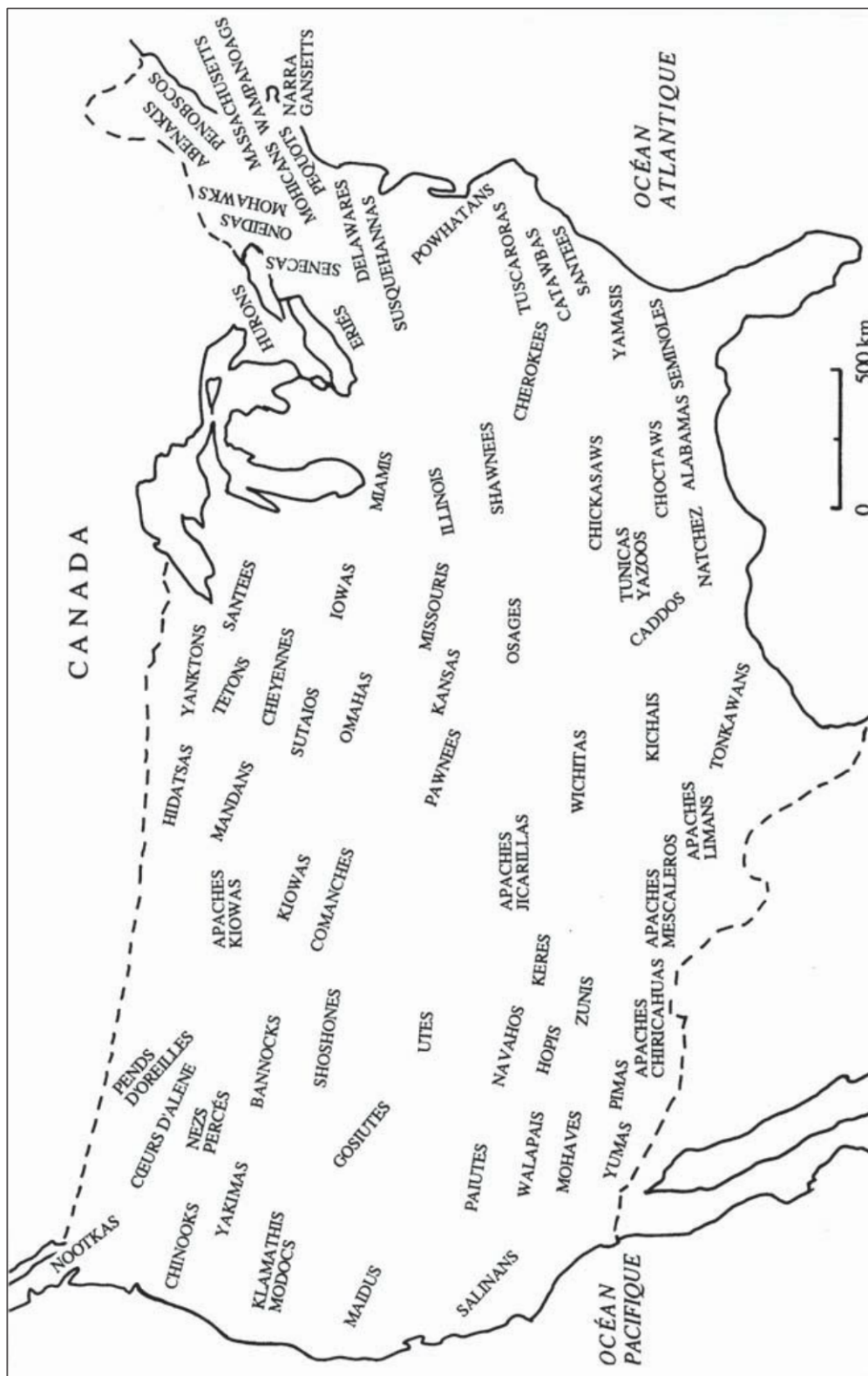
La première grande occultation tient au fait que les premiers chiffres de population partent de zéro et ne tiennent pas compte de la population aborigène puisque les Anglais la considèrent comme hors de la juridiction anglaise. Le nombre des Amérindiens a fait l'objet de spéculations variées et d'estimations fantaisistes qui reflètent l'interprétation que l'on veut donner du choc culturel entre Européens et Autochtones. Le chiffre varie de 1 à 12 millions. Jusqu'à une date récente on s'accordait à penser que la population autochtone était d'un million quand les premiers colons européens débarquèrent (voir carte 4). C'est ce qu'indique Albert L. Kroeber qui parle de 900 000 Amérindiens en Amérique du Nord, dans *Cultural and Natural Areas of Native North Americas* (1939). Le chiffre est souvent repris, même récemment, par divers auteurs mais il paraît faible. Les ethnologues avancent maintenant le chiffre d'une dizaine de millions (10 à 12) : Voir H. F. Dobyns, *Current Anthropology*, VII, 1966. Il est repris par Elise Marienstras ou André Kaspî. Cette évaluation est peut-être un peu élevée et conforte la thèse récente du « génocide ». La vérité est sans doute entre les deux : Harold Driver donne le chiffre de 3 à 4 millions dans *Indians of North America* (1961) ; Alan L. Sorkin retient celui de 7 à 8 millions dans *The Urban American Indian* (1978). Les seuls dénombrements dont nous disposons sont ceux du recensement de 1708 qui signale la présence de 14,6 % d'Amérindiens en Caroline du Sud et du recensement de 1764 qui fait état de 0,7 % d'Amérin-

diens dans le Massachusetts où ils sont trois fois moins nombreux que les Noirs et concentrés dans les îles côtières de Martha's Vineyard et Nantucket ainsi que dans le comté de Berkshire.

Les premiers contacts avec les Amérindiens ont lieu en Virginie avec les Powathans ou les Wampanoags qui sont des tribus de la famille algonquine. Ils inaugurent toute une série de relations dont il est question plus loin.

La première caractéristique de la population américaine à l'époque coloniale est son essor constant. Au début du XVII^e siècle, l'expansion démographique est surtout le fait de l'immigration. Malgré tous les handicaps dus au climat, aux épidémies, à la disette, aux massacres commis par les indigènes, la population augmente de façon très régulière. La création d'un nombre croissant de colonies permet d'expliquer en partie le phénomène mais la très forte immigration en provenance quasi exclusivement du Royaume-Uni résulte du fait que l'Angleterre laisse partir les sujets de sa Majesté, au moins au début. En effet, dès la seconde moitié du XVII^e siècle, l'immigration anglaise se tasse un peu lorsqu'on prend conscience, avec le développement du mercantilisme, que le capital démographique constitue une vraie richesse. « Il n'est de richesse que d'hommes », selon la formule de l'économiste français de la Belle Époque mercantiliste du XVII^e siècle. Dès lors, la population devra essentiellement son expansion à l'accroissement naturel (à hauteur de 95 % après 1750). Les causes sont multiples. Le taux de natalité, de l'ordre de 40 à 50 ‰, parfois de 55 ‰, est supérieur à celui de l'Europe qui n'est que de 30 à 40 ‰. Le taux de mortalité (moins de 25 ‰) est plus bas qu'en Europe peut-être parce que l'alimentation est meilleure et sans doute parce que le chauffage est plus régulier. L'eau est potable et le climat est meilleur dans la plupart des colonies. Naturellement la situation n'est pas la même partout en Amérique et si on peut espérer dépasser l'âge de 60 ans en Nouvelle-Angleterre, l'espérance se réduit à 45 ans dans les colonies de la Chesapeake où la malaria décime la moitié de la population avant l'âge de 20 ans. De même la variole qui sévit à New York en 1731-1732 provoque le décès de 6 % de la population.

Un autre facteur positif est la fécondité accrue : 15 % seulement des femmes américaines ont moins de trois enfants ; elles en ont en général entre cinq et sept, parfois dix ou plus. Il est vrai que les mariages sont précoces. Les hommes se marient de plus en plus tôt : à l'âge de 27 ans à l'époque de la fondation des premiers établissements et à 24,6 ans à la fin du XVII^e siècle. Les femmes se marient en



Carte 4. — La répartition des principales tribus amérindiennes avant la colonisation

Tableau 1 - La population totale des colonies américaines de 1610 à 1780

	1610	1620	1630	1640	1650	1660	1670	1680	1690	1700	1710	1720	1730	1740	1750	1760	1770	1780	
Virginie	350	2 200	2 500	10 442	18 731	27 020	35 309	43 596	53 046	58 560	78 281	87 757	114 000	180 440	231 033	339 726	447 016	538 004	Virginie
Plymouth		102	390	1 020	1 566	1 980	5 333	6 400	7 424										Plymouth
Massachusetts ¹			506	8 932	14 037	20 062	30 000	39 752	49 504	55 941	62 390	91 008	114 116	151 613	188 000	202 600	235 308	268 627	Massachusetts ¹
Connecticut				1 472	4 139	7 980	12 603	17 246	21 645	25 970	39 450	58 830	75 530	89 580	111 280	142 470	183 881	206 701	Connecticut
Rhode Island				300	785	1 539	2 155	3 017	4 224	5 894	7 573	11 680	16 950	25 255	33 326	45 471	58 196	52 946	Rhode Island
Maine ¹			400	900	1 000											20 000	31 257	49 133	Maine ¹
New Hampshire			500	1 055	1 305	1 555	1 805	2 047	4 164	4 959	5 681	9 375	10 755	23 256	27 505	39 093	62 396	87 802	New Hampshire
Maryland				583	4 504	8 426	13 226	17 904	24 024	29 604	42 741	66 133	91 113	116 093	141 073	162 267	202 599	245 474	Maryland
Delaware					185	540	700	1 005	1 462	2 470	3 645	5 385	9 170	19 870	28 704	33 250	35 496	45 385	Delaware
New Jersey							1 000	3 400	8 000	14 010	19 872	29 818	37 510	51 373	71 393	93 813	117 431	139 627	New Jersey
New York			350	1 930	4 116	4 936	5 754	9 830	13 909	19 107	21 625	36 919	48 594	63 665	76 696	117 138	162 920	210 541	New York
Caroline du Nord						1 000	3 850	5 430	7 600	10 720	15 120	21 270	30 000	51 760	72 984	110 442	197 200	270 133	Caroline du Nord
Caroline du Sud							200	1 200	3 900	5 704	10 883	17 048	30 000	45 000	64 000	94 074	124 244	180 000	Caroline du Sud
Pennsylvanie								680	11 450	17 950	24 450	30 962	51 707	85 637	119 666	183 703	240 057	327 305	Pennsylvanie
Géorgie														2 021	5 200	9 578	23 375	56 071	Géorgie
Vermont																	10 000	47 620	Vermont
Kentucky																	15 700	45 000	Kentucky
Tennessee																	1 000	10 000	Tennessee
% d'augmentation par décennie					89,11%	49,01%	49,13%	35,35%	38,85%	19,25%	32,21%	40,53%	35,02%	43,86%	29,28%	36,11%	34,79%	29,43%	% d'augmentation par décennie
Total	350	2 302	4 646	26 634	50 368	75 058	111 935	151 507	210 372	250 088	331 711	466 185	629 445	905 563	1 170 760	1 593 625	2 148 076	2 780 369	Total

Pour mémoire, Grande-Bretagne et Pays de Galles

6 635 279 | 6 012 190 | 6 047 664 | 6 007 638 | 6 012 750 | 6 252 924 | 6 664 989 | 7 123 749 | 7 560 938
 Pour mémoire
 Grande-Bretagne
 et Pays de Galles

(¹) De 1660 à 1750, la population des comtés du Maine est incluse dans la population du Massachusetts. C'est en 1820 que le Maine se détache du Massachusetts pour devenir un Etat de l'Union

(Source : *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*, DC, us Department of Commerce, Bureau of the Census, 1975, vol. 2, 1168.)

Imprimé par un visiteur avec l'adresse IP 193.55.96.28 sur www.cairn.info - 13/10/2017

moyenne à l'âge de 22,3 ans (car la puberté intervenait plus tard que maintenant), sans parler des Noires qui se marient plus tôt encore, vers 19 ans. Toutes ces données sociodémographiques favorisent l'existence d'une population jeune et active importante.

Au XVIII^e siècle l'accélération de l'explosion démographique est également confortée par l'appel de plus en plus systématique à une immigration étrangère. Les 40 000 personnes que l'Angleterre envoie pendant les quatre premières décennies de la colonisation ne représentent que 1 % de sa population totale. C'est un bon investissement qui va fructifier. En 1700 la population américaine représente un peu plus de 4 % de la population de l'Angleterre (250 588 par rapport à 5 835 279). À l'époque de l'indépendance, le pourcentage est en progression spectaculaire puisque l'Amérique compte 36,7 % de la population de sa métropole, et ce, malgré les effets de la Révolution industrielle qui commencent à se faire sentir sur la population de l'Angleterre (en 1780, les chiffres sont respectivement de 2 780 369 et de 7 580 938).

Si l'on se réfère au tableau 1, on peut constater qu'à partir de 1650 le taux d'accroissement par décennie varie entre 30 % et près de 50 %. Si la population anglaise a doublé entre 1689 et 1815, en Amérique le doublement a lieu tous les vingt ou vingt-cinq ans, comme le remarque Benjamin Franklin et pourtant les débuts ont été difficiles. On se souvient de la première implantation en Virginie. Le démarrage est précaire et les chiffres sont longtemps de l'ordre de quelques centaines. L'unité de mesure est finalement le nombre de passagers contenus par navire et qui survivent à la traversée, une bonne centaine au plus : la cargaison des Pères pèlerins est de 102 et les 900 colons qui accompagnent John Winthrop en 1630 débarquent de onze navires.

Si l'on peut étudier de près l'évolution de la population virginienne c'est parce que nous disposons de données chiffrées établies attentivement par la Compagnie de Londres qui surveillait de près la rentabilité de la colonie. Les progrès démographiques sont hypothéqués par les rigueurs du climat ou les agressions des indigènes : 105 colons débarquent à Jamestown en 1607, une trentaine survivent au premier hiver ; malgré de nouvelles arrivées en 1608, un hiver encore plus rude en 1608-1609 réduit les effectifs (de l'ordre de 300 en 1610) et, malgré le chiffre de 450 atteint en 1611, la population retombe à 324 en 1616. De 1618 à 1624, malgré 4 000 arrivées, un quart seulement survit tant le taux de mortalité est élevé, sans compter les 350 colons

massacrés par les Indiens lors du raid de 1622. En 1625, près de vingt ans après la fondation, la population totale n'est que de 1 210. La mise en valeur agricole et la culture du tabac vont permettre le décollage dont les effets sont nets à partir de 1640. La Virginie demeurera la colonie la plus peuplée de l'Amérique jusqu'à l'indépendance et au-delà.

L'histoire des autres colonies réitère avec des variantes le cas virginiens. Le noyau de base des établissements humains qui fondent les nouvelles colonies est de l'ordre de 300 à 500. C'est ce qui se passe dans le Massachusetts, dans le Maine, dans le New Hampshire ou dans le New York en 1630 ou bien encore dans le Rhode Island ou dans le Maryland en 1640. Même plus tard, en 1680, la Pennsylvanie ne démarre qu'avec un groupe de 680 personnes.

Dans la première moitié du XVII^e siècle les deux vagues migratoires importantes sont bien celle des Puritains et celle des Cavaliers. Le facteur explicatif est bien d'ordre religieux et politique : il s'agit de persécution, d'intolérance et d'exclusion. La Grande Migration puritaine de 1628 à 1640 signifie un apport de l'ordre de 20 000 âmes. De 1630 à 1640, la population de Plymouth et du Massachusetts passe de 896 à 9 952 et, de 1640 à 1650, de 9 952 à 15 603 ; si l'on ajoute le Connecticut et le Rhode Island qui sont nés de l'essaimage à partir du Massachusetts, on peut considérer que la Nouvelle-Angleterre arrive à un minimum de 20 527 personnes en l'espace de vingt ans. L'effet de l'apport des catholiques est moins facile à cerner au Maryland dont la progression démographique est régulière à partir de 1640 (environ 8 000 personnes en vingt ans), car cette province n'a pas été le refuge catholique qu'il devait être. L'impact enfin des Cavaliers en Virginie est nettement identifiable aux plans quantitatif et qualitatif. Les Cavaliers, aristocrates et royalistes chassés par les « Têtes rondes » pendant la Révolution et jusqu'à la Restauration, de 1642 à 1660, viennent grossir les rangs de la population virginienne mais fournissent surtout l'aristocratie des plantations du Sud.

Un groupe de cinq colonies se détache nettement des autres au cours du XVII^e siècle représentant 91 % de la population totale en 1670 et encore plus de 73 % en 1710. Leur ordre en terme de poids démographique demeure inchangé jusqu'en 1710. La Virginie et le Massachusetts caracolent en tête suivis par le Maryland, le Connecticut et New York. Toutefois, si l'on ajoute la population de Plymouth et du Massachusetts, cet ensemble dépasse la Virginie à partir de 1670, et ce, jusqu'en 1710. *A fortiori*, il est évident que si l'on considère

les regroupements régionaux, tout l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre écrase la seule Virginie. Au début du XVIII^e siècle, le Massachusetts dépasse la Virginie qui ne reprend la tête qu'à partir de 1730-1735. L'élément vraiment nouveau au XVIII^e siècle est la progression de la Pennsylvanie qui prend la cinquième place devant New York à partir de 1710, puis la quatrième place devant le Connecticut à partir de 1750, puis la troisième place en rattrapant le Maryland à compter de 1760, pour enfin détrôner le Massachusetts et occuper la deuxième place derrière la Virginie à partir de 1770.

Outre ces chiffres qui correspondent à des ensembles, il conviendrait de comparer en termes de densité de population. À cet égard, elle est plus faible dans le Sud où les villes sont moins importantes et plus rares. Même encore en 1775 la population américaine est quasi exclusivement rurale mais les villes se développent et commencent à jouer un rôle important dans la société coloniale. Les activités commerciales ont entraîné un mouvement vers l'urbanisation qui est particulièrement sensible en Nouvelle-Angleterre (Boston, Newport et Salem) et, plus tard, en Pennsylvanie. Dans les années 1770, Philadelphie est devenue, et de loin, la plus grande ville de l'Amérique avec près de 30 000 habitants devant New York (un peu plus de 20 000), Boston (la métropole de la Nouvelle-Angleterre qui compte entre 18 000 et 20 000 personnes), Charleston (la première ville du Sud avec 8 000 habitants) et Newport (environ 7 000 habitants). Moins d'1 Américain sur 12 vit en ville au XVIII^e siècle mais il est clair que les villes sont le siège de l'activité économique, politique et intellectuelle.

Ceci pose d'ailleurs le problème des rapports entre le monde urbain et le monde rural, non seulement celui des migrations internes à l'intérieur du territoire, mais aussi celui des mentalités. Si les villes se développent le long de la côte, si l'expansion économique débouche sur des activités portuaires, il y a en parallèle tout un mouvement de pénétration à l'intérieur des terres dans l'*Old West*. Cette avancée des pionniers va dès le milieu du XVIII^e siècle bien au-delà de la *fall line* (ce point où les rivières descendent dans la plaine et deviennent navigables) et les hommes de la frontière vivent en toute indépendance et recherchent la sécurité dans un monde qui leur semble un paradis. Les normes de ce milieu sont particulières. Les distinctions de classes n'ont pas cours ou ont moins de sens car les réalités du terrain et l'aventure atténuent les différences sociales et entraînent une certaine égalité démocratique. Il faut naturellement cohabiter voire se battre avec les Indiens et les décisions idéalement pacifiques à l'égard des

indigènes prises en ville agacent. Mal représentés dans les assemblées qui gouvernent la vie coloniale, les gens de la frontière se sentent frustrés d'être dominés par ceux de la côte. Le clivage s'installe entre le centre et une forme de périphérie ou de marge.

Un peuple varié

On s'est longuement interrogé sur l'unité ou la diversité du peuple américain.

Le débat porte tout d'abord sur la diversité ethnique. Il est certain que si au XVII^e siècle les colons sont anglais dans leur quasi-totalité, les origines se diversifient ensuite au siècle suivant. Mais, même au tout début, les Anglais ne sont pas seuls. Sans parler du problème racial qui naît dès les origines avec les Amérindiens et qui est réactivé ensuite par la présence des Noirs d'Afrique, on ne peut oublier que des étrangers sont sur le continent en même temps que les Anglais ; les Hollandais sont présents à Manhattan, à New York, dans la vallée de l'Hudson, les Suédois sont regroupés dans ce qui deviendra le Delaware. Ces derniers ont fait eux-mêmes appel à d'autres étrangers : des Wallons, des Espagnols protestants, des Norvégiens, des Juifs séfardes, aussi, d'origine espagnole et portugaise que l'on retrouve dans les villes, à Newport, à Charleston, à Philadelphie ou à New York. Mais il est vrai que les Anglais absorbent assez vite Suédois et Hollandais et que la plupart de ces groupes s'assimilent bien.

Le XVIII^e siècle, en revanche, va connaître deux fortes vagues migratoires étrangères. Deux fonds de population beaucoup plus importants et à l'identité plus marquée vont être assez tôt constitués par les Allemands et les Irlando-Écossais (*Scotch-Irish*). La misère de l'Allemagne occidentale, surtout en Rhénanie, les dévastations entraînées par les armées françaises de Louis XIV et les persécutions religieuses notamment contre les luthériens voient un premier groupe d'Allemands s'installer dès 1683 en Pennsylvanie (dans la partie sud) puis une plus grosse vague déferle à partir de 1700. William Penn a fait une certaine publicité pour sa province et essaie d'attirer une main-d'œuvre de paysans pauvres dont il a besoin pour la mise en valeur des terres. La communauté allemande fournit ainsi de forts contingents d'agriculteurs qui prospèrent mais conservent leur identité propre. Les *Pennsylvania Dutch*, c'est-à-dire les Allemands (du nom de *Deutsch*) représentent jusqu'à 35 % de la population totale de la Penn-

sylvanie en 1790, ce qui n'est pas sans inquiéter Benjamin Franklin, peu ouvert aux étrangers et inquiet devant ce qu'il dénonce comme le danger de la « germanisation » dans ses *Observations Concerning the Increase of Mankind, Peopling of Countries* (1751). Les Allemands pénètrent plus tard dans la vallée fertile de la Susquehanna, entrent dans le Maryland, traversent le Potomac et vont jusqu'en Virginie le long de la vallée de la Shenandoah ou en Caroline du Sud à l'ouest de la Blue Ridge. On évalue à 200 000 le nombre des Allemands à la veille de l'Indépendance. Essentiellement paysans ou artisans, ils demeurent groupés en communautés assez homogènes et s'intègrent moins facilement.

La seconde vague est irlando-écossaise. Il s'agit d'Irlandais du Nord protestants d'origine écossaise appelés *Scotch-Irish* pour les distinguer des Irlandais catholiques. Ils sont plus écossais qu'irlandais et descendent de presbytériens qui avaient immigré en Ulster au siècle précédent au moment de l'anglicisation de l'Irlande. Au total, un quart de million a traversé l'Atlantique et, au moment de l'Indépendance, ce groupe représente 10 % de la population totale. Comme les Allemands mais pour des raisons différentes qui tiennent à leurs origines et à leur caractère, les *Scotch-Irish* sont assez réfractaires aux règles édictées par les Anglais. Leur tempérament vif et aventureux en fait d'excellents pionniers et ils sont souvent à la pointe du combat avec les Indiens. On les retrouve sur l'Ohio autour de Pittsburgh, dans les Carolines jusqu'à la rivière Tennessee ainsi qu'en Virginie.

Il convient enfin de rappeler l'existence d'un dernier groupe numériquement peu important mais dont l'influence fut considérable, celui des huguenots français. Après la révocation de l'édit de Nantes en 1685, les huguenots émigrent en Suisse, en Hollande ou en Angleterre et, en un deuxième temps, en Amérique. Les membres de cette communauté ont une expertise professionnelle spécialisée (notamment dans le domaine de la soie ou de la viticulture), un esprit entreprenant et ils s'installent dans des régions bien précises : le New York, la Pennsylvanie, la Virginie et surtout la Caroline du Sud. Un demi-millier d'entre eux tiennent le haut du pavé à Charleston à la fin du XVII^e siècle. On ne les trouve pas en Nouvelle-Angleterre car ils ne sont pas congrégationalistes. Ils fondent des villes dont les noms rappellent leurs origines : New Rochelle au nord de New York (1695) ou New Bordeaux en Caroline du Sud (1764). Leur réussite est totale et ils s'intègrent très vite aux élites dirigeantes que ce soit dans l'aristocratie de la plantation (Gabriel Manigault, le fils de Pierre Manigault qui

est arrivé à Charleston en 1695, est sans doute le plus riche planteur de Caroline du Sud) ou dans les cercles marchands (Andrew DeVeaux fait fortune grâce à l'indigo en Caroline). Le groupe qui comprend environ 55 000 personnes en 1790 se fond dans la société coloniale, perd l'usage du français et intègre l'église anglicane par souci de reconnaissance sociale. Certains ont fondé de grandes familles célèbres : les Jay, les Delano, les Vassar ou les de Forest à New York, les Bowdoin, les Allaire, les Faneuil ou les Revere dans le Massachusetts, les Maury ou les Latané en Virginie, les Gaillard, les DeSausure, les DuPre, les Laurens, les LeGaré ou les Manigault en Caroline du Sud.

Cette diversité ethnique est indiscutable et elle donne raison aux observations perspicaces d'un aristocrate normand devenu pionnier et naturalisé dans la colonie de New York après la guerre de Sept ans, Michel-Guillaume Jean de Crèvecoeur (1735-1813) qui, en 1782, est le premier à percevoir que l'Amérique est un creuset (*melting-pot*). Un Américain, selon sa propre définition dans les *Lettres d'un cultivateur américain*, « c'est un mélange d'Anglais, d'Écossais, d'Irlandais, de Français, de Hollandais, d'Allemands et de Suédois ». « Ici, ajoutait-il, des individus de tous les pays se fondent (*melt*) pour former une nouvelle race d'hommes. »

Il est significatif que Crèvecoeur ne signale pas la présence « invisible » des Noirs qui constituent une autre forme d'immigration et qui font pourtant aussi partie de la société coloniale depuis les origines. Transportés sur un navire hollandais, les 20 premiers esclaves noirs débarquent en Virginie dès 1619. Avec l'arrivée de ce premier contingent de main-d'œuvre servile commence en Amérique le problème des relations raciales. En près de deux siècles, il arrivera 523 000 esclaves noirs. Ce type d'immigration qui ne fournit que 1 à 5 % de la population totale au XVIII^e siècle s'intensifie par la suite avec le grand commerce négrier qui date surtout du XVIII^e siècle. À cette époque-là, on a découvert que les esclaves noirs s'adaptaient mieux au climat que les serviteurs blancs sous contrat et surtout qu'ils coûtaient moins cher (un Noir s'achète £40 vers 1740). Ils vont alors rejoindre les grandes plantations des colonies du Sud qui sont de plus en plus étendues et, en 1780, 9/10^e d'entre eux sont au sud de la Pennsylvanie. Le rythme des arrivées s'accélère surtout à partir de 1730 où ils représentent déjà 15 % de la population totale et, à la veille de l'Indépendance, plus d'1 Américain sur 5 est noir (voir tableau 2).

Tableau 2 - La population noire dans les colonies britanniques de 1619 à 1780

	1619	1630	1640	1660	1680	1700	1720	1740	1760	1780
Massachusetts			150	422	170	800	2 150	3 035	4 566	4 822
New York		10	232	600	1 200	2 256	5 740	8 996	16 340	21 054
Maryland			20	758	1 611	3 227	12 499	24 031	49 004	80 515
Virginie	20	50	150	950	3 000	16 390	26 559	60 000	140 570	220 582
Caroline du Nord				20	210	415	3 000	11 000	33 554	91 000
Caroline du Sud					200	2 444	12 000	30 000	57 334	97 000
Géorgie									3 578	20 831
Total	20	60	597	2 920	6 971	27 857	68 839	150 024	325 806	575 420
% pop. totale	1%	1,3%	2,2%	3,9%	4,6%	11,1%	14,8%	16,6%	20,4%	20,7%

(Source : *Historical Statistics of the United States, op. cit.*, vol. 2, p. 1168.)

Dans certaines colonies, le pourcentage est même supérieur à 20 %. En Géorgie où l'esclavage est proscrit jusqu'en 1750, 3 habitants sur 10 sont noirs en 1753 et, dès 1773, on atteint presque l'équilibre avec 18 000 Blancs et 15 000 Noirs. En Virginie, les esclaves représentent, vers 1770, près de la moitié d'une population de 450 000 habitants, tandis qu'en Caroline du Sud ils sont presque deux fois plus nombreux que les Blancs.

Les Noirs viennent généralement de la côte occidentale de l'Afrique, de la Sénégambie au nord jusqu'à l'Angola au sud. Les Anglais supplantèrent les Hollandais en 1672 et fondèrent la Compagnie Royale Africaine (*Royal African Company*) qui eut le monopole de la traite jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Le trafic fut ensuite organisé par diverses sociétés américaines et anglaises. Les compagnies de négriers furent très prospères, comme en témoigne la fortune amassée par Henry Laurens à Charleston après 1750.

Le développement de la prospérité économique dès la fin du XVII^e siècle entraîne une demande accrue de main-d'œuvre et les chiffres de la population noire n'augmentent de façon véritablement sensible qu'à partir de 1660-1670. Il importe de rappeler que les premiers Noirs ne furent pas au départ des esclaves. Si l'esclavage n'a pas existé d'emblée, il deviendra progressivement la règle par adaptation des institutions européennes aux conditions de vie américaines. En effet, on pouvait ne pas être libre sans pour autant être esclave. Un immigrant sur deux, peut-être davantage, était un engagé ou un serviteur

sous contrat. Venus d'Angleterre, ces *indentured servants* gardaient leurs droits de sujets britanniques mais n'étaient pas libres. Recrutés pour travailler dans les colonies, vendus à un capitaine de navire, ils n'ont pas l'argent du voyage et se louent pour une durée variant entre quatre et sept ans. Revendus à un propriétaire foncier, ils travaillent alors pour son compte en étant nourris et logés et ne retrouvent leur liberté qu'au terme du contrat. La servitude volontaire est limitée dans le temps et, jusqu'en 1661, le statut du Noir n'est guère différent de celui du Blanc. Bien sûr, l'immigration contrainte des Africains change la nature des choses et permet aux planteurs blancs d'allonger, à partir de 1640, la durée des contrats ainsi prolongés *ad infinitum*. Cette situation *de facto* va devenir une situation *de jure*. La servitude à vie ne fut légalisée qu'en 1661 avec l'adoption par la Virginie d'un code de l'esclavage qui allait servir de modèle dans d'autres colonies. Selon les cas, la législation était plus ou moins dure. C'est sans doute la Caroline du Sud où la crainte des révoltes était la plus forte qui adopta les règles les plus strictes. La première rébellion eut lieu en Virginie en 1663 mais, d'une façon générale, la répression brutale fut la réponse de l'époque à toutes les formes de subversion vis-à-vis de l'autoritarisme arbitraire des maîtres blancs. À l'évidence, le Noir devint rapidement aux yeux des Sudistes blancs un corps étranger difficile à assimiler.

En dehors des esclaves, il convient de ne pas exagérer l'hétérogénéité d'une population coloniale qui a subi une très forte empreinte britannique. S'il y a une relative diversité des origines nationales, il y a bien unité de la langue et des institutions mais on se gardera tout de même de survaloriser la fusion des peuples.

La diversité des opinions politiques et des croyances religieuses

Le peuplement américain est varié ethniquement mais il est aussi caractérisé par la grande diversité de ses convictions politiques et religieuses. Les convulsions de l'histoire intérieure de l'Angleterre laissent une marque indélébile et les premiers flux migratoires sont marqués au sceau de l'exclusion, qu'il s'agisse des dissidents chassés par la réaction anglicane, des cavaliers, aristocrates et royalistes chassés par les têtes rondes, des puritains bannis par la Restauration ou des jacobites qui ont préféré s'expatrier sans compter avec les événements exté-

rieurs tels que la révocation de l'édit de Nantes qui provoqua l'afflux de l'émigration protestante vers l'Amérique.

L'importance du fait religieux est indéniable. Puritains ou catholiques, les émigrés ont obéi à des considérations d'ordre religieux et la persécution ou l'intolérance dont ils ont fait l'objet établissent la prégnance du fait religieux dans l'Amérique des origines. Malgré les apports successifs de groupes finalement dispersés voire divisés sur le plan des convictions, les premiers colons sont unis par le sentiment d'être des élus et d'avoir été choisis par Dieu pour peupler et évangéliser le nouveau monde. Tous se ressemblent par la force de leurs convictions, par leur intégrité et leur droiture morales et par les contraintes qu'ils s'imposent. D'emblée, les liens entre religion et politique se manifestent et il suffit pour le prouver de rappeler la vivacité des débats relatifs aux relations qui doivent s'établir entre État et Église. Le principe de l'union étroite ou de la séparation l'emporte dans toutes les discussions passionnées sur les vertus du gouvernement théocratique (on peut relire à cet égard John Winthrop dans son *Modell of Christian Charitie* (1630), John Cotton dans son échange avec Lord Say and Seal (1636) ou plus tard John Wise dans *A Vindication of the Government of New England Churches* (1717)). Si, en Virginie, l'Église anglicane accepte l'aide financière de l'État sans exercer sur lui de contrôle, il n'en est pas de même dans le Massachusetts ou le Connecticut où il y a bien identification entre l'Église puritaine et le gouvernement au point de créer une situation de véritable despotisme clérical. L'ordre puritain est conservateur et rigide : il implique discipline, conformité ou obéissance et donc intolérance. La détermination et la résistance permirent l'indépendance mais créèrent aussi une forme de tyrannie qui finit par détruire totalement le vieil idéal du *self-government* démocratique. Le synode des églises puritaines qui adopte le célèbre « programme de Cambridge » (*Cambridge platform*) en 1646 traduit bien cet autoritarisme excessif qui va jusqu'à punir toute rébellion d'une congrégation ecclésiastique en suspendant le paiement de son pasteur voire en le révoquant. Au nom de l'ordre et de l'orthodoxie, les puritains se sont rendus coupables de bannissements, de pendaisons (notamment celle des quakers entre 1659 et 1661) ou de chasses aux sorcières comme à Salem en 1692 où 19 hommes et femmes furent pendus.

Le Rhode Island fournit, à cet égard, un contre-exemple puisque l'exclusion de Roger Williams et d'Anne Hutchinson permit la fondation d'une colonie où purent s'épanouir l'individualisme, la liberté et

la tolérance. Williams rejetait la théocratie comme trop contraignante et défendit farouchement la séparation de l'Église et de l'État qui permit l'admission des dissidents.

Les colonies centrales pratiquèrent davantage la tolérance. Les efforts pour établir l'anglicanisme dans le New York échouèrent, de même que les tentatives pour faire du Maryland une colonie catholique avortèrent et ces établissements virent de nombreuses sectes se côtoyer en bonne intelligence. Les colonies du Delaware ou de Pennsylvanie dominées par des quakers pacifistes fournissent une autre exception de tolérance, même si cette dernière est généralement plus motivée par la nécessité que par le principe.

L'émigration puritaine constitue bien le vieux fonds du peuplement américain et il en restera quelque chose ; séparatiste ou non, elle fut fondatrice du congrégationalisme. On peut dire qu'à l'exception de 25 000 catholiques et de 2 000 juifs, 99 % des Américains sont protestants en 1774 mais ils sont constitués d'au moins 18 sectes en majorité calvinistes. À côté des 600 000 congrégationalistes, des 500 000 anglicans, des 410 000 presbytériens et des 200 000 membres des Églises allemandes, on trouve aussi 75 000 réformés hollandais, 40 000 quakers, 25 000 baptistes, 5 000 méthodistes sans compter les mennonites, les dunkers, les frères moraves ou les Salzbourgeois luthériens. On a compris en tout cas que la diversité n'était pas synonyme de tolérance.

On terminera en signalant le grand événement religieux de la vie coloniale qui fut un indiscutable élément d'unité, à savoir le mouvement du Grand Réveil religieux (*the Great Awakening*) sous l'inspiration de la prédication évangélique venue d'Angleterre. Dès 1720 le pasteur allemand Theodore J. Frelinghuysen avait réintroduit l'émotion au sein des communautés hollandaises de tradition piétiste dans le New Jersey et, sans attendre la tournée triomphale de George Whitefield en 1739-1740 (cofondateur avec les frères Wesley du méthodisme au sein de l'Église anglicane), Jonathan Edwards, dès 1734, sut revivifier la communauté de Northampton en insufflant un nouvel enthousiasme. Les sermons de ce calviniste intransigeant frappent les esprits par leur imagerie terrifiante et renflamment les convictions assoupies. L'accent mis sur le sentiment plus que sur la raison, l'idée que le salut n'est plus exclusivement réservé qu'aux élus mais devient possible pour tous, l'opposition du libre arbitre à la prédestination et à l'élection permirent une plus grande diversité spirituelle et confirmèrent la séparation de l'Église et de l'État. Les « nouvelles naissances », la conversion par l'émoi de l'âme conduisirent à un véritable renouveau

évangélique. La ferveur ou le zèle enthousiaste semblent être une menace pour l'ordre social et les églises confortablement établies. En faisant ainsi appel à des accents émotionnels et anti-intellectuels et en privilégiant tout simplement le vécu, les « évangéliques » font fortune dans les régions moins développées et touchent plus particulièrement les milieux modestes ou les couches populaires. Le Grand Réveil fut essentiel dans le développement des courants notamment baptistes ou méthodistes et son immense impact s'est prolongé dans les formes assumées par l'expression du phénomène religieux des sectes dans l'Amérique contemporaine.

Une société inégale mais fluide

Il est facile d'édifier des mythes sur des réalités réinventées. On peut concevoir que la dureté des conditions de la traversée transatlantique puis de l'adaptation et de la survie sur le sol américain ait incité à croire qu'elle avait permis de dégager des solidarités.

Ce n'est pas tant l'environnement immédiat qui a créé les différences sociales ou le prétendu esprit démocratique américain. Tout tient plutôt aux conditions de départ et aux origines des premiers arrivants. La société anglaise est par définition inégale et hiérarchisée et les premiers colons ont certainement hérité du respect et de la déférence que leurs contemporains restés en Grande-Bretagne éprouvaient naturellement pour leurs supérieurs (*social betters*), même s'il est vrai que ces références à des éléments de distinction ou de différenciation avaient moins de sens dans le contexte américain. En réalité, la société des premiers établissements est relativement homogène à défaut d'être totalement égalitaire. Certes, il y a des hommes riches, très riches même, mais dans de faibles proportions car la plupart des colons sont pauvres ou appartiennent au mieux à des échelons intermédiaires. Une part importante (plus de la moitié selon la plupart des estimations) de la population coloniale est constituée par les serviteurs sous contrat dont il a déjà été question et ces engagés, tenus de respecter un engagement à durée déterminée, doivent rembourser par leur travail un maître qui a payé leur voyage. D'emblée, la vie coloniale se caractérise par une majorité numérique qui est au service d'une minorité et connaît un statut servile.

Il convient à ce stade de nuancer car il existe trois types d'immigrants, la différence reposant non sur la fortune ou la classe sociale

mais sur le degré de volontariat ou d'adhésion personnelle. À côté des véritables volontaires, il y a ceux qui sont recrutés de bon ou de mauvais gré et, enfin, ceux qui sont contraints et forcés. Cette dernière catégorie qui comprend prisonniers politiques, pauvres, mauvais garçons et condamnés de droit commun (les *convicts*) fait couler beaucoup d'encre.

Le départ des condamnés vers les colonies commence dès 1618 en Virginie pour permettre à la population de progresser vraiment. Le spectre de la pauvreté a toujours obsédé les Anglais. Malgré l'adoption de Lois des Pauvres (par exemple, en 1563 et en 1597) qui représentait un nouvel effort pour maintenir l'ordre social, il est évident que la diversification du système économique a vu la condition des pauvres s'aggraver. Menacés par le chômage, les maladies et le mouvement des enclosures, ils ont du mal à subvenir à l'essentiel de leurs besoins comme dans le cadre de l'exploitation rurale communautaire. La mobilité des plus démunis représente un véritable danger et les souverains anglais successifs cherchent à s'en débarrasser. Olivier Cromwell ne rompt pas avec cette tendance de ses prédécesseurs et fait tout pour chasser les pauvres et les prisonniers politiques qui inquiètent.

Une législation de 1660, confirmée par le Parlement en 1718, statua sur les mendiants et les vagabonds. En réaction à ces mesures, la Virginie interdit l'importation de condamnés en 1676 bientôt suivie par le Maryland qui agit de même en 1723. Toutefois les pressions exercées par l'Angleterre furent plus fortes et l'arrivée des condamnés reprit en 148 ; 40 000 furent ainsi expédiés pendant les six décennies précédant la Révolution dont beaucoup au Maryland alors que l'on estime à 50 000 le nombre total de ces arrivées pour l'ensemble de la période coloniale.

Un autre cliché consiste à opposer un peu schématiquement la société démocratique de la Nouvelle-Angleterre dominée par les marchands et les entrepreneurs et la société aristocratique du Sud où s'installe une oligarchie de planteurs. Certes, l'exode des Cavaliers de 1649 à 1660 a considérablement grossi la population de la Virginie mais en a surtout changé la nature de sa composition, en faisant de cette colonie de pauvres une colonie de riches. Appartenant aux classes fortunées, les Cavaliers ont en effet investi des sommes importantes dans l'acquisition ou l'extension de grands domaines et fondé ainsi de grandes dynasties. D'une façon plus générale, on peut dire que, confrontés au même environnement, les colons vont recréer de nouvelles inégalités et le XVIII^e siècle vit se figer ainsi des degrés

inégaux de statut et de réussite. Quoique le statut même de la colonie ait eu un rôle à jouer, surtout lorsqu'elle a été implantée par un « Propriétaire ». De surcroît, le gouvernement anglais a tout fait pour encourager le développement d'une élite coloniale.

Mais il ne faudrait pas opposer trop radicalement le Massachusetts et la Virginie car, au tout début, ceux qui ont fait la fortune de ces colonies provenaient de la même origine, c'est-à-dire de la classe moyenne anglaise, du monde des petits fermiers, des artisans, des boutiquiers, des employés. Les colonies du Nouveau Monde sont surtout marquées par le triomphe des classes moyennes (la *middling sort*).

La véritable opposition, parfois conflictuelle et violente, fut sans doute celle qui apparaît entre le monde rural et le monde urbain, entre le petit peuple de l'intérieur et les gens riches et puissants de la côte. L'oligarchie ou l'élite urbaine va tenir le haut du pavé mais la consécration sociale n'est pas due à la naissance et la richesse demeure essentiellement liée à la terre. Il y a bien une équation qui s'établit entre la liberté et la propriété. Le monde foncier connaît toutes sortes de catégories, des grands propriétaires aux fermiers et petits propriétaires ou encore aux squatters, sans oublier le monde de la spéculation qui concrétise souvent l'espoir de s'enrichir. À cette hiérarchie sociale, il faudrait ajouter le paramètre régional car la répartition des terres est naturellement variable selon les colonies.

Mais, en fin de compte, les valeurs qui semblent compter avant tout pour cette population active demeurent le travail et l'énergie. La foi ou les convictions religieuses ont été l'une des motivations de départ mais il faut y associer la recherche du profit. La mobilité sociale est réelle, même si elle est lente et difficile. Au terme du contrat, seulement 10 % environ des engagés réussirent à accéder au rang de petits propriétaires terriens. Mais, bien sûr, on peut citer d'autres exemples d'ascension remarquable. On pourrait évoquer William Pepperell, Sir William Phips, Henry Laurens, Thomas Hancock ou Richard Derby. Songeons plus précisément à Daniel Dulany, né en Irlande en 1685, serviteur sous contrat qui deviendra, grâce à un riche mariage, planteur de tabac, spéculateur et avocat général du Maryland. Le colonel John Lamb, le riche marchand et homme politique de New York dans les années 1770, était bien le fils d'un Anglais qui avait été expédié en Amérique après avoir été condamné à la potence. Terminons par le modèle exemplaire de Benjamin Franklin (1706-1790), petit-fils d'indenturé et prototype du *self-made man* qui nous donne les recettes de sa réussite dans son *Autobiographie*.

Pour conclure, on peut affirmer que la société coloniale américaine est plus ouverte qu'en Europe mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle est égalitaire. Ce monde d'hommes comporte peu de femmes au début et, même si ces dernières finissent par représenter près de la moitié de la population totale à la période de l'Indépendance, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour parler d'égalité. Essentiellement confinées au monde domestique et tenues éloignées de toute formation intellectuelle, les femmes, lorsqu'elles travaillent, sont beaucoup moins payées que leurs partenaires masculins. Les vrais exclus demeurent aussi les Noirs qui passent insensiblement mais durablement du servage à temps limité à l'esclavage à vie puis héréditaire.

La spécificité des ensembles régionaux

Même si chaque colonie préserve jalousement sa distinction et demeure tout à fait autonome, un ensemble de facteurs – situation géographique, climat, origines de la population, type d'économie, organisation et statut politiques, style de vie – concourent à faire émerger des caractéristiques propres à ce que l'on pourrait appeler des ensembles régionaux. Sans vouloir inscrire d'emblée le futur clivage Nord-Sud qui marquera l'histoire ultérieure, on peut procéder à des tentatives de regroupements.

L'ensemble de la Nouvelle-Angleterre est le plus ancien. Ses composantes, quatre colonies de taille inégale (le Massachusetts qui a absorbé Plymouth et acheté le Maine, le New Hampshire, le Connecticut, le Rhode Island), ont toutes été fondées entre 1620 et 1636. C'est la région où la population puritaine a imprimé sa marque la plus nette tant sur la vie privée que sur la vie publique. Les valeurs dominantes y sont la vie morale, une certaine austérité, un goût prononcé pour le travail et un esprit démocratique affirmé. Dans un contexte de prospérité en raison d'une activité économique différenciée et rentable, tout permet le développement d'une vie intellectuelle intense dont Boston demeure le symbole le plus visible.

L'ensemble du Sud comprend quatre colonies méridionales qui sont, du nord au sud, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Géorgie. Leur création est davantage étalée dans le temps. Leur superficie est généralement plus vaste mais leur population n'est pas plus nombreuse que celle des précédentes. Les villes y

sont plus rares et les ports peu actifs et cette société de plantations de type aristocratique est plus axée sur la mise en valeur de la terre.

L'ensemble des colonies dites intermédiaires ou centrales est formé par un troisième groupe de cinq colonies : le New York, le New Jersey, le Delaware, la Pennsylvanie et le Maryland. Plus proches des régions septentrionales mais moins homogènes par leurs origines et par leur peuplement, ces établissements sont en véritable position d'arbitre. La capitale de la Pennsylvanie, Philadelphie, sera très vite appelée à jouer un rôle essentiel dans le développement politique de la jeune nation américaine.

Mais plutôt que de se référer à ces trois ensembles définis selon des critères essentiellement géographiques, il convient de rappeler que les deux modes de vie opposés qui dominent la société coloniale ne se situent pas selon l'axe nord-sud mais selon l'axe est-ouest. Le monde de la côte tourné vers l'Europe, dominé par les perspectives d'échanges commerciaux, en voie d'urbanisation, gouverné par les élites intellectuelles et politiques n'a rien à voir avec la « frontière », le monde de l'intérieur ouvert à l'aventure par les explorateurs. Cette zone qui sépare littéralement la civilisation de l'état sauvage est exposée à une double menace, celle des Amérindiens et celle des Français.

Le péril indien et français

Les relations avec ceux que l'on a improprement appelés Indiens en raison de l'erreur initiale des découvreurs ont été diversement appréciées mais souvent sans nuances. En fait, elles ont été caractérisées par un mélange subtil de coopération commerciale, d'assistance au niveau des techniques héritées notamment dans le domaine agricole, d'échanges de maladies, de traités d'alliance ou d'agressions violentes allant jusqu'aux massacres. Dans la vie quotidienne les contacts sont le plus souvent faciles, les conflits ne survenant que dès qu'il est question pour les Européens de prendre les terres ou d'affirmer la domination ou la souveraineté politique du roi d'Angleterre.

Si les premiers occupants ont fourni aux futurs Américains la source privilégiée de leur épopée nationale, il faut se garder de tomber dans les interprétations excessives à leur sujet et d'éviter tout autant le mythe du « barbare » que celui du « bon sauvage ». On peut en effet distinguer trois phases dans l'évolution des relations entre colons et autochtones : une phase de conflits épisodiques mais ouverts, domi-

née par quelques guerres notables, une phase de résistance contre l'agresseur caractérisée par des alliances entre Amérindiens et une phase d'alliances où les Européens se font la guerre en concluant des traités avec des tribus amérindiennes différentes. Dans tous les cas, les Amérindiens furent défaits et dominés sinon exterminés.

Venus d'Asie centrale par le Grand Nord, les Amérindiens sont installés sur le continent bien avant l'arrivée des Blancs mais le monde autochtone est divers, constitué de plusieurs centaines de tribus (voir carte 4) que l'on peut regrouper selon le paramètre de la langue (groupe algonquin-wakashan, groupe hokam-sioux, groupe penutianadené, groupe aztèque-towan et groupe esquimau-aléoute). L'organisation la plus puissante est celle des Cinq (plus tard Six) Nations (les Mohawks, les Onondagas, les Oneidas, les Cayugas, les Senecas et, à partir de 1722, les Tuscaroras) qui font partie de la famille des Iroquois implantés dans l'ouest du New York. Mais il y a aussi les Algonquins, les Muskogéens, les Sioux et d'autres. Les tribus sont sédentaires ou semi-nomades et vivent de chasse et de pêche mais aussi de cueillette et parfois d'agriculture.

Les premières violences apparaissent entre les Virginiens et les Powathans (Powhatans) en 1622 puis en 1647 qui font respectivement 347 et 500 victimes du côté anglais. Un autre épisode sanglant est fourni par la guerre contre les Péquots en 1636-1637 dans la vallée du Connecticut et en Nouvelle-Angleterre qui conduit à l'extinction totale de cette tribu ; 500 Péquots sont ainsi brûlés vifs par les hommes du capitaine John Mason. En 1675, les Wampanoags (de la famille algonquienne) menacent la colonie de Plymouth. Plus tard, les colons de la Caroline du Nord ont à faire face à un regroupement de forces amérindiennes dans la guerre des Tuscaroras tout comme ceux de la Caroline du Sud dans la guerre des Yamasis. Enfin, tandis que les tribus indiennes du Sud sont soutenues et armées par les Espagnols, celles du Nord s'allient aux Français contre les Iroquois qui combattent aux côtés des Anglais. On pourrait multiplier les exemples de ces confrontations brutales mais il faut dire que les toutes premières attaques sont le fait des colons car, au départ, les indigènes aident les nouveaux arrivés à survivre en leur apportant de la nourriture, en leur enseignant des techniques aratoires ou bien encore en leur montrant comment s'adapter à l'environnement. Qui illustre cette attitude de coopération mieux que Pocahontas, cette princesse amérindienne qui intercède en faveur de John Smith fait prisonnier et épouse John Rolfe qui introduit ensuite la culture du tabac ? Outre leurs préjugés et la

peur de la « conspiration » des Peaux-Rouges, les puritains éprouvèrent la nécessité de trouver une justification divine à leur occupation du sol. John Cotton, dans un sermon de 1630 (*God's Promise to His Plantation*), avait exposé la thèse des terres vidées d'habitants et John Winthrop avait à son tour affirmé que Dieu était seul propriétaire des territoires.

Toutefois, deux colonies font un peu exception en tentant d'instaurer des relations pacifiques avec les Amérindiens. Il y a tout d'abord le Rhode Island en raison des convictions personnelles de Roger Williams qui cherche à convertir les premiers occupants dont il est persuadé qu'ils sont les maîtres du continent. Plus préoccupé par la survie de sa propre colonie, Williams ne remplira finalement pas sa mission de christianisation. Le second cas intéressant est celui de la Pennsylvanie dont le développement bute sur la présence des Iroquois et des Algonquins du Delaware. La philosophie pacifiste des quakers joue un rôle déterminant et, dès 1682, William Penn propose à l'« empereur du Canada », le chef des Iroquois, de passer un contrat en bonne et due forme et d'acheter des terres indiennes. Mais, au milieu du XVIII^e siècle, l'assemblée législative quaker est en conflit avec le gouverneur de la colonie qui ne partage pas les mêmes convictions religieuses au sujet de la politique indienne à mener et les massacres interviennent après 1756. Ce n'est que sous la pression des colons que le gouverneur déclare la guerre aux Shawnees et aux Delawares en 1756-1757. 1759 est l'année du massacre de paisibles Amérindiens par les Paxton Boys en Pennsylvanie toujours. Le sort des Iroquois qui combattent avec les tunique rouges tandis que Pontiac, le jeune chef Ottawa, est l'allié fidèle des soldats de Louis XV, sera définitivement scellé par l'issue de la guerre de Sept ans et surtout par la guerre d'Indépendance. Sans doute les frères moraves auront-ils réussi à convertir quelques-uns de ces Amérindiens mais le bilan de la rencontre avec les autochtones est tragique et on peut dire qu'à la fin du XVIII^e siècle il n'y a plus de péril indien à l'est des Appalaches faute de combattants.

En réalité, le péril indien est indissociable du danger que représente la présence française pour la sécurité des Anglais mais surtout pour leur expansion dès qu'ils tentent de pénétrer plus à l'intérieur du continent. Lorsqu'ils se sentent à l'étroit sur le littoral et décident de s'enfoncer vers l'Ouest, ils se trouvent inévitablement en contact avec les Français. Installés au Canada, dans la vallée du Saint-Laurent et en Acadie, ces derniers s'étaient établis de façon permanente en

Amérique bien avant les Anglais et, dès le début du XVII^e siècle, la Nouvelle-France est une véritable réalité. La première moitié du XVIII^e siècle voit l'essor du Canada. Les missionnaires jésuites et récollets, les « coureurs de bois » reconnaissent les Grands Lacs, le Mississippi et se rendent maîtres de l'immense territoire qui s'étend de l'embouchure du Saint-Laurent à celle du Mississippi : la Louisiane. L'empire français d'Amérique forme un immense arc de cercle de l'Atlantique Nord au golfe du Mexique qui entoure littéralement les treize colonies anglaises en leur déniaient espace et mouvement.

Benjamin Franklin fut l'un des plus perspicaces qui avait bien compris la situation en dénonçant ce double péril indien et français dès 1748. Sans doute inspiré par l'ouvrage pionnier de Cadwallader Colden (*A History of the Five Indian Nations*) qui vante en 1727 les dons oratoires et les qualités démocratiques de la Ligue des Iroquois, Franklin préconise avec force la signature d'ententes avec les Amérindiens pour mieux lutter contre les ambitions françaises. Il négocie en 1753 un accord avec le Conseil des Indiens de l'Ohio. Dans un célèbre article publié le 9 mai 1754 dans la *Pennsylvania Gazette* intitulé « l'union ou la mort » (*Join or Die*) illustré par une gravure d'un serpent coupé en morceaux symbolisant l'état des colonies (en algonquin, iroquois veut dire vipère), Franklin essaie en vain de mobiliser les colons contre la menace française et son plan d'union des colonies élaboré à Albany en juillet 1754 n'est ratifié ni par l'assemblée de Pennsylvanie ni par les autorités de Londres. L'histoire finira par lui donner raison.

L'affrontement décisif entre la Nouvelle-France et l'Amérique britannique démarre précisément en 1754 et l'enjeu en est le contrôle de la vallée de l'Ohio que Français et Anglais revendiquent et que les Américains de la Pennsylvanie et de la Virginie commencent à occuper. Finalement plus nombreux et surtout mieux soutenus par la métropole, les Anglais réussissent à renverser à leur profit une situation qui leur était défavorable et la guerre de Sept ans consacre la perte d'influence française : en 1763, le Canada passe à l'Angleterre et la Louisiane à l'Espagne. Désormais la route de l'Ouest est ouverte. Au cours de ces combats contre les prétentions de la France, un officier s'est distingué : George Washington. Mais surtout la conscience d'intérêts communs se dégage progressivement dans cette lutte victorieuse contre la menace française et amérindienne qui vient, pour ainsi dire, de l'intérieur. Il ne reste plus qu'à se libérer de la domination extérieure en s'affranchissant de la tutelle britannique.

L'économie coloniale

Si le facteur religieux a renforcé les causes économiques du départ pour l'Amérique et a profondément marqué la société coloniale, le projet puritain comporte sa part d'utopie parfois révolutionnaire mais il est surtout soucieux de conservatisme social et économique. Les premiers arrivants ont bien dans l'esprit de préserver la propriété et de réaliser des profits et l'établissement permanent de colons permet la mise en valeur de terres vierges. On a souvent voulu associer l'essor des activités commerciales à l'esprit d'entreprise caractéristique de la mentalité protestante. Max Weber a notamment contribué à renforcer la théorie d'un lien de cause à effet entre l'éthique du travail et la relation spécifique à l'argent des puritains d'une part et l'essor du précapitalisme en Amérique d'autre part (voir *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*, publié en 1905). L'idée admise de la supériorité économique des pays protestants semble trouver sa justification dans la thèse webérienne (controversée d'ailleurs) qui prétend que le capitalisme est bien le produit de l'idéologie puritaine. Ce qui est plus sûr c'est que le devoir d'acquiescer n'entraîne pas pour les puritains le droit de dépenser et de jouir.

La tendance des colonies est, en tout cas, assez naturellement, de reproduire des schémas hérités du pays d'origine et l'Angleterre agraro-mercantile dessine les traits distinctifs de ses prolongements coloniaux. La terre joue un rôle essentiel dans les colonies, tout comme en Angleterre. La clôture des terres cultivées transformées en pacages pour répondre à la demande des produits lainiers a eu pour résultat en Angleterre de chasser les *yeomen* de leurs terres et on remarque que les premiers colons américains viennent pour la plupart des terres à moutons de l'Est (Essex, Suffolk, Norfolk, Lancashire). Les années 1620 connaissent des émeutes de la faim et les principales victimes de la récession sont ces classes intermédiaires qui vont constituer le fond de départ de la population américaine. Le peuplement de l'espace colonial est indubitablement passé par le développement de l'agriculture et par l'exploitation du sol ; 85 % de la population active travaille dans le secteur agricole. La terre ne manque pas en effet et l'accession à la propriété est relativement aisée, quels que soient les modes d'attribution et d'acquisition qui varient selon les colonies. En Virginie, par exemple, les grands seigneurs qui ont obtenu des concessions du souverain divisent leurs propriétés en lots

et les fermiers qui s'y établissent ont la possibilité de devenir à leur tour des propriétaires. De surcroît, le fait de faire venir à leurs frais des immigrants vaut aux propriétaires de bénéficier d'un supplément par tête (*headright*) qui représente 50 acres ou 20 ha par immigrant. Ce système favorise la constitution de grands domaines héréditaires et, dès le début du XVIII^e siècle, la taille moyenne d'une plantation est de 700 acres. Dans le Nord, dans le Massachusetts par exemple, les exploitations sont plus petites et varient entre 100 et 300 acres mais surtout le système est différent. Dès qu'un groupe forme une congrégation, il obtient de l'assemblée de la colonie un lot de 6 miles carrés, soit 15,5 km². À charge ensuite pour les propriétaires de répartir ces terres entre eux selon le principe de l'équité et non de l'égalité.

L'objectif vital de la survie pour tous les nouveaux arrivants entraîne pour eux la nécessité de cultiver la terre et, grâce aux techniques enseignées par les autochtones, les colons se lancent dans la mise en valeur du sol. La Virginie se consacre dès le tout début à la culture du tabac (implantée par John Rolfe) et, très tôt, de grandes plantations assez dispersées produisent des quantités importantes au point que, dès 1617, la colonie en exporte 20 000 livres. D'autres colonies comme le Maryland adoptent aussi le tabac. La fortune de cette production sera telle qu'en 1770 l'Amérique du Nord en exporte près de cent millions de livres. Le bilan n'est pas que positif. La Virginie est par trop dépendante d'un seul produit, ce qui la rend vulnérable. Le cours du tabac est infiniment variable. Si le prix moyen est de 2 pence et demi par livre en temps de paix, il baisse considérablement (jusqu'à moins d'un penny par livre) pendant les périodes de guerre. Outre le fait que la culture du tabac a pour effet de provoquer ce que l'on appelle la *landbutchery*, c'est-à-dire l'épuisement très rapide du sol qui contraint à défricher tous les trois ou quatre ans des terres sans cesse nouvelles, elle implique une main-d'œuvre servile noire importante qui va donner son visage légendaire au système de la plantation dominé par une aristocratie blanche, celle du *gentleman-farmer*, à la fois gestionnaire et exportateur.

La deuxième culture commerciale du XVIII^e siècle est le riz. Elle est introduite en 1693 en Caroline du Sud puis en Caroline du Nord et en Géorgie. Enfin, l'indigo est implanté plus tardivement, après 1740, notamment dans ces trois mêmes colonies. Il faut attendre 1815 pour voir apparaître le coton, absent à l'époque coloniale. La prédominance de ces cultures dans le Sud n'exclut pas la culture du maïs ou du blé ou bien l'élevage du bétail mais l'économie du Nord est

assurément beaucoup plus diversifiée. Véritable grenier de l'Amérique, le Nord produit des céréales (maïs, blé, seigle, ainsi que sarrasin, orge et avoine), des fruits et des légumes. Si la Virginie passe pour être une *tobacco colony* et la Caroline une *rice colony*, la Nouvelle-Angleterre est une *bread colony*. Cette réalité justifie concrètement la vision de l'Amérique comme terre d'opulence. L'élevage du mouton, du bœuf et surtout du porc y est important. On ne saurait oublier aussi la pêche et la chasse à la baleine en Nouvelle-Angleterre ou l'exploitation du bois du New Hampshire.

La difficulté des communications entre les différentes composantes de l'espace colonial, cette bande étroite de territoire comprise entre la côte et la *fall line*, est telle que la mer prend aussitôt une importance cruciale. Lorsque Franklin quitte Boston pour aller à New York en 1722 ou à Philadelphie en 1723, il le fait en bateau et non par l'intérieur des terres. Le transport par eau est naturellement indissociable de l'implantation de ports et, très vite, la réalité des exportations des produits de la terre conduit au développement du commerce extérieur. L'économie de subsistance disparaît rapidement au profit d'une économie commerciale et monétaire.

Mais la particularité du lien colonial veut que ce soit la métropole qui bénéficie essentiellement des ressources de son empire. La colonie ne vit en quelque sorte que par et pour la métropole. Le principe du mercantilisme prévaut et le développement des colonies américaines provoque en Angleterre l'essor rapide des importations de denrées coloniales et un gros trafic de réexportations. À la métropole revient le droit exclusif d'importer, d'exporter et de transporter. L'essor du commerce extérieur et du cabotage est aidé par les contraintes des Actes de Navigation de 1651 à 1663. L'Acte de 1651 indique que toute marchandise coloniale devra être apportée dans un port anglais uniquement sur des bateaux anglais avec équipage en majorité anglais. Celui de 1660 ajoute que les trois quarts d'un équipage de navire anglais devront être de nationalité anglaise. Un nouvel Acte, en 1663, réserve à la métropole le commerce exclusif avec ses colonies et fait ainsi de l'Angleterre l'entrepôt de tous les produits à destination et en provenance des colonies.

L'expression du mercantilisme anglais est avant tout navigationniste dans la mesure où il vise au développement de la marine marchande. Sa fortune repose sur la conjugaison de trois éléments : *ships, colonies and commerce*. La puissance navale garantit la sécurité du commerce et permet les conquêtes coloniales et, par voie de conséquence, un nouvel essor du commerce.

L'autre principe est aussi celui de l'échange des articles manufacturés en métropole contre les produits primaires importés des colonies. Ce trafic mondial fondé sur l'échange provoque une révolution commerciale qui donne naissance à l'Angleterre marchande. L'expansion du commerce anglais résulte en effet des progrès rapides de ce trafic colonial jusqu'à l'Indépendance. Le développement des colonies d'Amérique a eu pour effet premier l'essor rapide des importations de denrées coloniales et d'un gros trafic de réexportations. En 1640, les échanges de l'Angleterre avec les colonies américaines représentent 5 à 6 % du volume total des échanges ; ils représentent plus de 25 % au début du XVIII^e siècle. La valeur des exportations passe de près de 3 millions de livres sterling en 1640 à 6 millions en 1700 et à 24 millions en 1791. Le mercantilisme est lié aussi à une forme de protectionnisme en stimulant une production intérieure sans cesse accrue, en protégeant les compagnies de commerce et de colonisation à monopoles et en engageant une guerre monétaire et douanière avec l'étranger.

Le gouvernement des colonies

Les régimes juridiques et les types d'organisation politique des colonies étaient extrêmement variés. On peut classer les colonies américaines en fonction des conditions de leur implantation et de leur statut. Le facteur religieux et le facteur économique sont inséparables d'un contexte juridique lié au mouvement d'expansion impériale de l'Angleterre. On a vu comment ont été conduites les missions d'exploration et de découverte et on ne saurait oublier le rôle des entreprises privées, surtout au début, dans cette aventure coloniale.

La multiplication des compagnies coloniales en fournit la meilleure preuve et donne naissance au premier type de colonies, les colonies par actions (*joint-stock colonies*). Contrôlées par un groupe d'actionnaires, les compagnies commerciales ont été créées en vue du profit. Il s'agit d'associations contractuelles de marchands, d'armateurs, de financiers qui se voient accorder des chartes de concession par le souverain. Leur statut est établi par une charte royale qui leur confère un monopole sur le territoire concédé. Compte tenu du fait que le roi et son entourage reçoivent en retour toutes sortes de prébendes, on imagine assez vite à quel point sont liées spéculations privées et politique officielle.

On sait comment ont été établis la Virginie et le Massachusetts. La Compagnie de Londres, créée par des actionnaires résidant à Londres, obtient sa charte en 1606 pour fonder une colonie entre le 34^e et le 41^e parallèle tout comme la Compagnie de Plymouth pour établir une colonie entre le 38^e et le 45^e parallèle. Leur vie est éphémère. La Compagnie de Londres est dissoute en 1624 et celle de Plymouth a cédé ses droits dès 1619 à une autre compagnie, le Conseil de Nouvelle-Angleterre. Les chartes de concession peuvent aussi être accordées à des communautés religieuses : c'est le cas de la Compagnie de la baie du Massachusetts formée en grande majorité d'actionnaires puritains qui obtient une charte en 1629. Dans certains cas comme celui-là, les « hommes libres », c'est-à-dire les actionnaires sont membres des congrégations avec les conséquences que cela entraîne. Si, pour accéder au corps politique, il faut être reconnu comme membre d'une Église, on aboutit à la constitution d'une théocratie ou État ecclésiastique. Les pouvoirs des compagnies sont en tout cas immenses puisqu'ils consistent à répartir les terres, à exploiter les mines, à battre monnaie et assurer la défense du territoire.

Le deuxième type de colonie est celui des colonies personnelles ou colonies propriétaires (*proprietary colonies*) où les titres de propriété foncière sont concédés en toute jouissance à un individu qui est un seigneur (un *lord*). C'est ainsi que le Maryland est donné à Lord Baltimore par Charles I^{er} en 1632 tandis que les Carolines sont offertes à un groupe de courtisans de Charles II en 1663, le New Jersey à deux favoris du duc d'York en 1664 et la Pennsylvanie à William Penn (1644-1718) par Charles II en 1681. Selon leur tempérament, ces hommes établissent des modes de gouvernement plus ou moins autoritaires et favorisent plus ou moins volontiers le fonctionnement d'assemblées législatives. Lord Baltimore reproduit un modèle absolutiste là où William Penn met en place un système de représentation populaire aux termes d'une Constitution (*Grande Charte*).

Il y a enfin les colonies royales (*royal colonies*) dont l'administration directe est assurée par la Couronne. C'est le cas d'anciennes colonies par actions dont les compagnies ont fait faillite. Suite à des revers financiers, la Compagnie de Londres perd sa charte en 1624 et la Virginie change de statut en devenant colonie royale. La Géorgie, dont le cas est un peu particulier puisqu'elle n'est pas vraiment une colonie propriétaire, est administrée par Oglethorpe, le gouverneur-philanthrope, qui obtient en 1732 une charte pour une durée de vingt et un ans. L'échec des projets utopiques et généreux conduit la Géor-

gie à devenir aussi colonie royale dès 1752. Le cas également spécifique de Plymouth mérite d'être mentionné. Les Pèlerins qui n'avaient aucun titre pour s'établir avaient signé un accord politique, le *Mayflower Compact*, qui servit de base à leur gouvernement mais, après son absorption par le Massachusetts en 1691, Plymouth devint aussi colonie royale.

Selon les trois types de colonies, le degré d'initiative privée est variable. Il va en décroissant à l'époque de la maturité, c'est-à-dire après l'époque de Cromwell, au moment où le pouvoir du roi se renforce en Angleterre, où le contrôle des colonies est plus évident et où la volonté impériale est plus nettement affirmée.

Qu'elles appartiennent à la Couronne ou à un Propriétaire, les colonies ont toutes plus ou moins le même système politique : un gouverneur anglais, nommé par le roi ou le Propriétaire, aidé d'un Conseil (une sorte de Chambre Haute) composé de représentants américains et dont les buts sont souvent conflictuels. Chaque colonie a, en outre, une assemblée représentative (Chambre Basse) qui vote les lois, les dépenses et les impôts. Cette assemblée affirme souvent des revendications contradictoires avec la politique du gouverneur qui préfigurent les relations tendues qui opposent la volonté impériale anglaise et la défense d'intérêts locaux.

Il convient de ne pas oublier le statut très spécifique de deux colonies, le Connecticut et le Rhode Island qui constituèrent de véritables républiques puisqu'elles purent se gouverner elles-mêmes et choisir librement leurs magistrats. On a déjà signalé que les *Ordres fondamentaux du Connecticut* furent en 1639 la première constitution écrite américaine et que la charte de 1644 accordée au Rhode Island reconnut à cette province le pouvoir de se gouverner elle-même.

On retiendra surtout que ce qui caractérise ces premières institutions coloniales est le respect profond pour les contrats et pour les textes de loi écrits. L'importance de l'Écriture pour les puritains et la nature même de la charte qui est un document commercial écrit constituent un phénomène tout à fait original qui est à la base de la tradition constitutionnelle américaine. D'autre part, l'immense pouvoir que confère aux assemblées représentatives la gestion du budget fait que ces dernières sortent le plus souvent gagnantes de tous les conflits de pouvoir. En contenant la prérogative de légiférer, les chartes rendaient aussi possibles les tentatives d'émancipation. Ce mode de gouvernement colonial n'a donc rien de véritablement tyrannique mais garantit en fait un maximum de liberté, compte tenu de

l'époque, même si ce gouvernement est par ailleurs un gouvernement de classe. Pour voter, il faut posséder des terres. C'est bien une minorité de riches qui gère les affaires politiques, une minorité d'hommes riches et blancs. Les exclus ne sont pas toujours réduits au silence, comme en attestent la révolte de 1632 des citoyens non représentés dans la ville de Watertown en Pennsylvanie ou la rébellion des mécontents de la frontière organisée par Nathaniel Bacon en Virginie en 1676, même si cette colonie peut être fière par ailleurs d'avoir mis en place la première Assemblée législative du pays.

La vie intellectuelle et culturelle

Les caractéristiques religieuses, économiques et politiques de la société coloniale ont bien mis en évidence l'existence d'une oligarchie de pouvoir qui constitue également une élite intellectuelle.

Les liens entre religion et culture s'imposent naturellement. Les ministres du culte dominant par leur formation intellectuelle et leurs disputations théologiques révèlent des esprits aiguisés. L'exode de ces cerveaux formés dans les grandes universités anglaises, Oxford et Cambridge, a installé une véritable aristocratie du savoir en terre d'Amérique. On relève en 1656 en Nouvelle-Angleterre 130 diplômés d'Oxford ou de Cambridge pour une population de 25 000 habitants. Les puritains impriment leur marque. Il leur importe d'éveiller les âmes et d'inculquer le savoir qui sert de rempart contre les attaques de Satan, ce vieux Malin qui veut détourner les hommes des Écritures. La nécessité de créer des universités – lieux idéaux pour la formation des ministres du culte – s'impose très tôt. Les puritains sont associés à la création – sur le modèle communautaire anglais – des premiers *colleges*, Harvard dès 1636. Les anglicans, grâce à la détermination de James Blair, fondent le deuxième *college* à Williamsburg en Virginie en 1693, l'établissement universitaire de William and Mary où Jefferson fut étudiant. En opposition à ce qu'ils considèrent comme la dérive latitudinariste de Harvard, les puritains rigoristes, sous la houlette du pasteur John Pierpont fondent Yale (New Haven) en 1701. La *collegiate school* établie d'abord à Saybrook fut transférée à New Haven en 1716 à l'instigation de Cotton Mather, déçu de ne pas avoir été accepté comme président de Harvard. Un peu plus tard, sont édifiées d'autres universités : l'académie de Philadelphie (école secondaire en 1740) devient le *college* de Philadelphie en 1755 grâce à

l'impulsion de William Smith qui sut mobiliser l'intérêt de Benjamin Franklin. Bien qu'il fût ministre anglican, Smith mit surtout l'accent sur un enseignement à contenu pratique et utilitaire. Les presbytériens écossais créent le *College of New Jersey* (appelé plus tard Princeton) en 1746. Les anglicans établissent le *King's College* (la future université Columbia) en 1754. Les baptistes fondent le *Rhode Island College* (actuellement Brown University) en 1764. Les réformés hollandais créent le *Queen's College* qui devint Rutgers, en 1766 et les congrégationalistes établissent Dartmouth (New Hampshire) en 1769 qui, au départ, visait à enseigner les Amérindiens. Au total, ce sont neuf *colleges* qui furent ainsi créés avant 1770. L'enseignement juridique et médical est pour ainsi dire inexistant. La formation dans ces domaines est assurée par la pratique sur place ou en allant en Angleterre. Le premier enseignement est bien mis en place par le College de Philadelphie en 1765 mais il n'est pas d'un excellent niveau. Si les premiers établissements étaient contrôlés par les organisations religieuses, l'impact du rationalisme du XVIII^e siècle fut tel que l'enseignement supérieur, à la fin de l'époque coloniale, était moins centré sur la théologie. La mission assignée n'est plus de former des ministres du culte mais des responsables de la société américaine.

D'une façon plus générale, chaque colonie est sensible à l'importance de l'enseignement et se dote d'institutions scolaires dont le statut est variable, municipal ou privé. Dès le milieu du XVII^e siècle, toute une série de lois scolaires instituent l'obligation pour les écoles primaires. Les instituteurs s'acharnent littéralement à répandre les connaissances et visent au moins à apprendre à lire et à écrire. Ils utilisent le célèbre hornbook (monté sur une plaque de cuivre servant de poignée) qui contient l'alphabet, les neuf chiffres et le Notre Père. Sont volontiers utilisés l'abécédaire, les psautiers et la Bible. Mais il est plus facile de respecter ces objectifs élémentaires et de lutter contre l'illettrisme en milieu urbain. Certaines colonies comme la Virginie ou le Maryland ont plus de difficultés même si partout on se soucie avec plus ou moins d'efficacité d'instruire les orphelins et les pauvres. Certains serviteurs sous contrat sont recrutés comme précepteurs. Quant aux filles, elles fréquentent des *dame schools* où on leur enseigne la musique et la danse, la couture et la broderie.

Le niveau de l'enseignement secondaire est beaucoup plus inégal et même si on tâche de respecter l'importance du latin et de la formation classique on se soucie aussi beaucoup de l'enseignement à vocation professionnelle.

Les activités intellectuelles sont indissociables de la production de livres, journaux et revues. La première imprimerie américaine est fondée à Cambridge en 1639. Des presses se développent ensuite, surtout à Boston et à Philadelphie. La *Boston Newsletter* de John Campbell est lancée en 1704 initiant toute une série de créations de journaux dont la diffusion est rendue possible grâce au développement des services postaux. James Franklin, le demi-frère de Benjamin Franklin, lance en 1721 le *New England Courant*, la première publication périodique satirique à oser critiquer le gouvernement royal. La Nouvelle-Angleterre joue un rôle moteur dans le secteur du livre. Les libraires installés dans des villes comme Salem, New Haven, New York, Philadelphie, Charleston et surtout Boston ont, comme en Angleterre, un rôle essentiel dans la publication et la diffusion des productions culturelles. Il y a déjà 20 libraires à Boston entre 1669 et 1690.

Parmi les grands succès de librairie, citons les œuvres de Cotton Mather (au total 444 livres et brochures) dont *The Practice of Piety* et surtout *Magnalia* (1702) ou de Richard Baxter (*Call to the Unconverted*), les sermons de William Perkins, les *Commentaires* de Blackstone, les poèmes de Michael Wigglesworth (*Day of Doom*, 1662) ou d'Anne Bradstreet (*The Tenth Muse Lately Sprung Up in America*, publié à Londres en 1650 mais qui connaît une seconde édition à Boston en 1678).

L'attachement réel pour le livre est prouvé par le fait que les colons ont éprouvé le besoin d'emporter dans leurs bagages un certain nombre d'ouvrages. Il faut cependant attendre le XVIII^e siècle pour que des bibliothèques rassemblent des fonds intéressants. On trouve 3 000 titres à Harvard en 1723 et 2 600 volumes à Yale en 1742. Il existe aussi des collections privées comprenant entre 3 000 et 4 000 titres, celles de Cotton Mather à Boston, de William Byrd II à Westover en Virginie, de Thomas Hutchinson, le dernier gouverneur du Massachusetts ou de James Logan, le secrétaire de William Penn en Pennsylvanie.

Les lectures de Benjamin Franklin donnent également une bonne idée de la culture des élites à la veille de l'Indépendance : Bunyan (*Pilgrim's Progress*), Locke, Shaftesbury, les classiques de l'Antiquité, Addison. Le même Franklin fonde le *Junto*, un club ou cercle social d'amélioration mutuelle, met sur pied une bibliothèque circulante (*The Library Company of Philadelphia*) en 1731, fonde la Société philosophique américaine en 1743. Il y a plus de 64 bibliothèques de prêt avant la Révolution. Mais sans attendre le bonhomme Richard, déjà le

Dr Thomas Bray avait été l'un des promoteurs des bibliothèques qu'il considérait comme le moyen idéal pour « civiliser les colonies ». Le fondateur de la *Society for Promoting Christian Knowledge* en 1699 et de sa filiale, la *Society for the Propagation of the Gospel in Foreign Parts* en 1701, avait mis sur pied une bibliothèque à Charleston en 1698.

La culture coloniale demeure marquée par la culture puritaine. Préoccupée du salut de l'âme, elle accorde de l'importance aux sermons, aux jérémiades, aux récits hagiographiques. On lit la Bible, des almanachs (dont le très populaire *Almanach du Bonhomme Richard* qui parut de 1732 à 1757), des encyclopédies, des ouvrages d'histoire (le best-seller étant la *History of the World* de Sir Walter Raleigh), des guides de voyage. On s'intéresse aux livres utiles dans le domaine des techniques agricoles (voir les ouvrages de Gervase Markham), de l'art militaire (*Military Discipline ; or, The Young Artilleryman* de William Barrieffe), de la médecine (*The Method of Physic*, 1583, de Philip Barrough ou *Directions for Health, Both Natural and Artificial*, 1600, de William Vaughan) ou du droit (*The Country Justice* de Michael Dalton, les *Reports* de Sir Edward Coke ou les *Tenures* de Sir Thomas Littleton).

L'Amérique coloniale n'est pas un désert culturel. La culture puritaine a sans conteste un caractère utilitaire et édifiant ainsi qu'un côté provincial. Implantée dans un environnement fruste et éloigné de la mère patrie, elle est tributaire de l'Ancien Monde et répond aux besoins immédiats de la vie matérielle et spirituelle. On ne décèle guère de formes d'art original. On ne peut guère parler non plus de sciences ou de belles-lettres. Il s'agit d'une production qui ne se soucie pas d'embellissements et dont les visées ne sont pas esthétiques.

La grande question est de savoir si cette culture coloniale est américaine ou anglo-américaine. Quand on voit comment Benjamin Franklin défend encore avec conviction des thèses inspirées de l'Europe et marque son attachement à l'Angleterre à la veille de la guerre d'Indépendance, on ne peut que conclure que l'indépendance culturelle de l'Amérique doit encore attendre que se relâchent les liens politiques et économiques avec la métropole mais le fait de se gouverner seules en étant si éloignées du modèle d'origine va conduire les colonies à des changements de mentalité.

La phase coloniale prend fin avec la Révolution américaine mais rien ne laissait présager que l'Amérique deviendrait indépendante pour former les États-Unis d'Amérique.

Les colonies comportent des éléments d'unité linguistique, culturelle et politique qui les rapprochent. Les colons sont venus pour des

raisons semblables, qu'il s'agisse des persécutions religieuses, de la crise économique et sociale ou de la recherche du profit et de l'aventure, et ils ont hérité de traits culturels communs. Mais la diversité l'emporte : chaque colonie est isolée et forme un ensemble séparé, indépendant et à la fois original. Londres a certainement profité de ces cloisonnements dans sa gestion ou son exploitation des colonies. La domination de l'Angleterre va bientôt apparaître comme un facteur d'unité mais on ne peut guère encore parler d'identité collective américaine. Le sentiment d'appartenance des colons se définit par rapport au contexte local ou bien à la mère patrie ou les deux.

Bien sûr, certains éléments peuvent toutefois permettre d'expliquer l'émergence de l'idéologie républicaine mais rien n'est joué d'avance et aucun de ces éléments ne conduit inévitablement aux événements ultérieurs. Même si, en 1776, l'indépendance a des raisons d'être, rien n'était inéluctable¹.

1. Toutes les dates comprises entre le 1^{er} janvier (début de l'année grégorienne) et le 25 mars (début de l'année julienne) sont sujettes à caution, la Grande-Bretagne n'ayant adopté le calendrier grégorien qu'en 1752. L'année du calendrier julien étant trop longue d'environ onze minutes et quatorze secondes, le pape Grégoire XIII entreprit une réforme qui prit effet en 1582 afin d'éliminer cette différence. L'ajustement se fit en ajoutant dix jours chaque année jusqu'en 1699 puis onze jours à partir de l'année 1700 et en retirant onze jours de l'année 1752 (ainsi le 3 septembre devint le 14 septembre). Introduit dans les pays catholiques, le calendrier grégorien rencontra l'hostilité des nations protestantes et schismatiques. Nous nous sommes efforcés de faire référence ici aux dates du calendrier grégorien.

